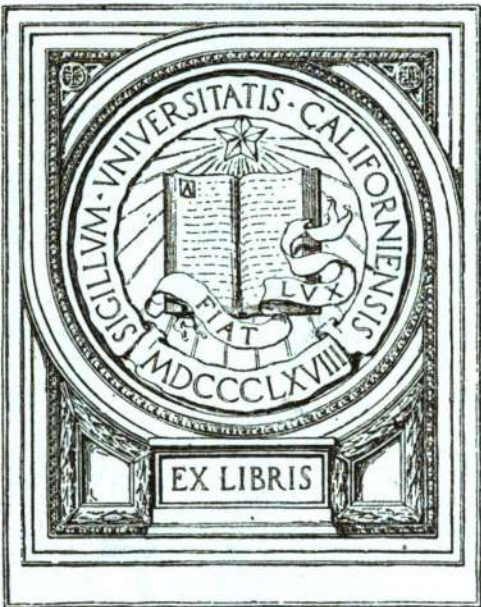


DC
342
.8
06B4

UC-NRLF



QB 765 474



SÉANCE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

DU 24 JANVIER 1918

DISCOURS DE RÉCEPTION

DE

M. HENRI BERGSON

RÉPONSE

DE

M. RENÉ DOUMIC

Directeur de l'Académie française



PRIX : 1 fr. 50

Librairie académique PERRIN et C^{ie}

Majoration temporaire 20 % (Décision syndicale du 27 Juin 1917).

DISCOURS DE RÉCEPTION
DE
M. HENRI BERGSON

RÉPONSE
DE
M. RENÉ DOUMIC

Directeur de l'Académie française.

SÉANCE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

DU 24 JANVIER 1918

DISCOURS DE RÉCEPTION

DE

M. HENRI BERGSON

RÉPONSE

DE

M. RENÉ DOUMIC

Directeur de l'Académie française.

UNIV. OF
CALIFORNIA

PARIS

LIBRAIRIE ACADEMIQUE

PERRIN ET C^e, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1918

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés
pour tous pays.

DC 342
'8
06134

THE
UNIVERSITY
OF TORONTO

DISCOURS DE RECEPTION

DE

M. HENRI BERGSON

MESSIEURS,

Laissez-moi d'abord vous dire en toute simplicité ce que j'éprouve : une reconnaissance très vive pour l'Académie qui m'accueille, le sentiment très net que je ne méritais pas cet honneur. Beaucoup d'autres, je le sais, ont parlé dans les mêmes termes en venant s'asseoir à la même place ; et parfois on leur a reproché, comme une inconséquence, de s'être offerts à votre choix quand ils se jugeaient si peu dignes de votre suffrage. C'est qu'une prétention peut ne pas s'apparaître comme excessive, tant que l'indiscrétion de la demande est tempérée par l'indécision du résultat. Mais dès qu'elle a bénéficié de votre indulgence, elle se questionne sur sa légitimité, et le doute qui portait sur l'effet reflue vers la cause. Aussi serais-je confus de ma témérité, aujourd'hui, si vous me laissiez le loisir de penser à elle. Mais vous appelez l'attention du nouvel élu sur un plus haut objet : vous lui demandez d'étudier son prédécesseur,

d'apprécier une œuvre, une vie, et d'apporter sa pierre, si mal taillée soit-elle, au monument que vous élevez depuis trois siècles à la gloire des lettres françaises. Vous ne sauriez d'ailleurs le soumettre, pour ses débuts, à une plus redoutable épreuve. Approfondir une œuvre n'est déjà pas aisé ; mais quand on songe au peu que l'on sait des personnages qu'on a le plus fréquentés, à l'ignorance où l'on demeure souvent de celui avec lequel on a inséparablement vécu, je veux dire de soi-même, on est pris de peur à l'idée d'avoir à poser sur le sable mouvant du témoignage humain la reconstruction d'un caractère, et à faire l'histoire d'un homme. Que sera-ce, s'il s'agit d'un homme politique, et qui ne voulut être d'aucun parti, et que tous les partis eurent intérêt à dénigrer ? Déjà l'histoire de M. Émile Ollivier serait difficile à retracer si sa carrière eût pris fin avant les événements de 1870 : contre cet homme, qui n'a jamais su haïr ni mentir, on eût recueilli de tous côtés des témoignages sophistiqués et des paroles de haine. Mais il fut ministre en 1870 ; et quand vint la catastrophe que la folle politique de 1866 avait préparée, que l'aveugle imprudence des partis contribua ensuite à rendre inévitable, amis et adversaires de l'Empire s'accordèrent à lui en faire porter la responsabilité. Même sans cette conjuration tacite, le souvenir de la guerre fût resté attaché à celui du Ministère qui la déclara : comment notre jugement sur Émile Ollivier ne

serait-il pas obscurci par toutes les tristesses associées à l'évocation de son nom, un nom qui n'a pu être prononcé pendant quarante-quatre ans sans que surgit aussitôt l'image de la patrie en deuil ? Fatalité, tel est le mot qui résonnait à notre oreille pendant que nous considérions l'homme et que nous récapitulions son histoire. Fatalité, la réalisation éphémère, l'écroulement soudain d'un des plus beaux rêves politiques qu'on eût faits depuis la Révolution. Fatalité, le concours de circonstances qui porta à la tribune, pour y pousser le cri de guerre, le seul peut-être de nos hommes d'État qui eût toujours voulu la paix. Fatalité, le ricochet mortel d'un mot inoffensif, du mot léger qui écrase, du mot qui, semblable à la particule solide tombant dans une solution sursaturée, avait instantanément cristallisé contre lui tout ce que dix-huit années d'Empire soulevèrent de ressentiments, de haines et de colères. Ah ! jamais le sort ne fut plus perfide, jamais les événements ne se moquèrent plus cruellement d'une volonté humaine ! Emile Ollivier s'en rendait mélancoliquement compte. Il disait que son ministère n'avait pu forcer le destin. Et il en résumait l'histoire dans cette magnifique image : « Les ministres du 2 janvier rappellent les musiciens de *Roméo et Juliette*, qui avaient été conviés au festin de noces, et qui arrivèrent pour chanter les complaintes de la sépulture. »

C'étaient pourtant des fées bienfaisantes qui

s'étaient donné rendez-vous autour de son berceau. L'une avait dit : « Tu seras musicien ou poète. En attendant que tu viennes t'asseoir où se sera assis Lamartine, je veux répandre autour de ta personne un parfum lamartinien. » Une autre : « A nulle forme du beau tu ne seras insensible ; et comme tu auras étudié, analysé, approfondi ce que la France et l'Italie ont fait de meilleur dans les lettres et dans les arts, tu seras le spécimen rare, peut-être unique, d'une culture deux fois latine. » Une autre : « Parce que ton âme sympathisera naturellement avec les autres âmes, tu pénétreras sans effort dans les replis secrets du cœur humain. Sois moraliste, sois romancier, sois le peintre des hommes de ton temps. » Une autre : « Évoque plutôt les hommes d'autrefois. Au passé mort tu es fait pour réinsuffler la vie. » Une autre : « Non, le passé ni le présent ne sauraient te satisfaire, parce que tu seras de ceux dont il est dit qu' « ils ont faim et soif de justice », que « pour la justice ils vivent et combattent ». Je te vois réformateur des lois et des constitutions, manieur de foules, entraîneur d'hommes... » Et comme elles allaient se quereller, celle qui n'avait pas encore parlé dit à l'enfant : « Tu auras tous les dons qu'on t'offre, et d'autres encore ; mais vois, je mets chacun dans tous et de tous je ne fais qu'un : l'éloquence. Une éloquence si simple et si pure, qu'on se demandera d'elle, comme devant l'architecture d'un temple grec, de quoi elle peut bien être faite. Une

éloquence pourtant si riche et si pleine, que l'analyse y découvrira, une à une, les qualités et connaissances qui font le juriste, le moraliste, l'historien, le poète et même le musicien, comme le prisme fait apercevoir les couleurs de l'arc-en-ciel dans un rayon de lumière blanche. Toutes les formes possibles de l'éloquence surgiront au cours de ce siècle qui sera, de tous les siècles de l'histoire, celui où l'on aura le plus parlé : la tienne aura le privilège d'enchanter les délicats en entraînant la foule, de dédaigner les moyens matériels pour aller droit aux âmes, et d'imprimer à la consécration des phrases et des mots un tel caractère de nécessité, une si évidente marque de prédestination, que la puissance et l'éclat de ta parole sembleront n'être que la force et la splendeur de la vérité. A d'autres le titre d'homme éloquent : tu seras l'éloquence même. »

J'ai vu, Messieurs, quelques-uns de ceux qui avaient entendu M. Émile Ollivier. Quarante ans avaient passé sur ce qu'ils éprouvèrent, et ils n'étaient point encore revenus de leur émerveillement. Après de vains efforts pour exprimer ce qu'ils déclaraient d'abord inexprimable, ils finissaient, les uns et les autres, par mettre l'accent sur deux points : l'incomparable richesse de ce génie oratoire, et sa spiritualité très haute. Mais ne faisaient-ils, par là, que caractériser la parole de votre confrère ? Ils donnaient aussi bien, ce me semble, les traits essentiels de son œuvre et de sa personne.

Je ne connais pas d'œuvre, en effet, qui témoigne d'une érudition plus vaste ni de qualités plus variées. Captivante, entraînant, elle l'est du commencement à la fin, depuis ces dix-sept volumes d'*Empire libéral* où les souvenirs personnels, s'organisant avec l'histoire, l'animent d'une vie intense et lui donnent l'intérêt du drame le plus poignant, jusqu'au gracieux roman de *Marie-Magdeleine* et aux jolies études sur Michel-Ange, en passant par un gros traité de droit ecclésiastique, par un ouvrage capital sur le Concile du Vatican, par le fameux mémoire sur *Le 19 janvier*, par tant d'importants travaux sur des questions de philosophie politique, sociale et morale. On peut ouvrir ces volumes au hasard, partout on sentira l'écrivain de race. Mais si l'on veut choisir, on ira chercher les portraits encadrés çà et là, surtout dans *L'Empire libéral*. Quel don d'évocation ! Que de pénétration fine ! Tantôt, d'un trait jeté en passant, l'auteur marque ingénieusement une qualité ou un défaut, par exemple la sagacité de Morny : « Il écoutait ce qu'on pensait plutôt que ce qu'on disait », ou la lucidité de Vuitry : « Il entrait dans une question comme un rayon de lumière dans un paysage. » Tantôt il s'amuse à crayonner une esquisse légèrement caricaturale, comme celle d'un orateur illustre qui fut votre confrère : « Personne n'a fait répandre plus de larmes et n'a eu le cœur moins larmoyant : non pas qu'il l'eût de pierre ; il l'avait de bois, du

bois mélodieux d'une planche d'harmonie. » Mais le plus souvent il fait évoluer devant nous son personnage, le renvoie quand nous croyons l'avoir assez vu, le ramène pour nous montrer que nous ne le connaissons pas encore, explique l'un par l'autre son passé et son présent, éclaire du même coup sa physionomie et son histoire, et de détail en détail, de l'accessoire à l'essentiel, poussant l'analyse jusqu'au degré de profondeur où elle devient synthèse, développe une à une les puissances d'un art qui, spontané et réfléchi, rappelle tantôt Sainte-Beuve et tantôt Saint-Simon.

Mais de son œuvre, comme de sa personne, ces brillantes qualités n'étaient que l'enveloppe matérielle : c'est la passion du bien qui en était l'âme. En toute circonstance, qu'on lui parlât du passé ou du présent, de ce qu'on faisait ou de ce qu'on pourrait faire, la même question revenait sur les lèvres de M. Émile Ollivier : « Où est le droit ? où est le devoir ? qu'exige, qu'eût exigé la justice ? » Tel vous avez connu votre confrère au déclin de l'âge, incapable de s'attarder longtemps au relatif, le rapportant aussitôt à l'absolu, et consentant tout au plus, pendant les premiers instants, à laisser la conversation rouler sur des sujets terre-à-terre, comme l'aéroplane à donner quelques tours de roue en vue de s'élever. Mais tel il était dès sa première jeunesse. J'ai eu entre les mains les feuillets jaunis du journal qu'il commença à tenir en 1846, à l'âge de vingt

ans. On lit à l'une des premières pages, à la date du 11 juillet : « S'imposer une mission élevée, un rôle généreux. Dieu veuille que le mien soit de défendre tous les droits méconnus ! » Et un peu plus loin : « Faisons, autour de nous, taire le bruit extérieur. Il faut que la délibération de notre conduite se passe au plus profond de notre conscience, en présence de Dieu seul. » Et quelques jours après : « A chaque action nouvelle, se représenter le tribunal de Dieu, et se demander si ce juge miséricordieux et terrible la justifierait. » Le journal continue ainsi, tellement indifférent aux choses de la vie journalière qu'on s'étonne d'y trouver des indications de dates : elles n'ont été mises là, semble-t-il, que pour rappeler l'existence du temps à une âme ivre d'éternité. D'un bout à l'autre, l'accent est religieux. Religion naturelle, qui venait à Émile Ollivier du plus profond de lui-même. Malgré le respect et l'admiration qu'il eut toujours pour le catholicisme, il s'entint, pour sa part, à ce spiritualisme inné. Mais à son spiritualisme il trouvait l'aliment le plus approprié dans Pascal, dans Bossuet, et surtout dans *l'Imitation* : aux heures où les églises sont solitaires, a dit un témoin de sa vie, il venait s'y asseoir et y méditer.

Sur les hauteurs où il aimait ainsi à se tenir, Émile Ollivier fut toujours un isolé, malgré sa sociabilité très grande. Il ne releva jamais que de lui-même. Une seule fois dans sa vie il fit partie

d'un groupe : c'est lorsqu'il fut un des Cinq de l'opposition. Mais dans ce parti, qui ne comptait que cinq membres, il y en avait au moins trois avec lesquels il ne s'entendait pas. Il était tout jeune, il avait vingt-quatre ans, quand, à la suite d'une tournée de conférences politiques qui déplurent au préfet du Var, il fut poursuivi sous l'inculpation de « tenue illégale de clubs ». L'accusation eut un moment d'embarras : Ollivier n'avait parlé qu'une fois en chaque endroit ; or, sans périodicité, pas de club. Mais bien vite elle passa outre : « Vous êtes, dit-elle à Ollivier, un club ambulante. » Elle ne croyait pas si bien dire. Même devant un grand auditoire, c'est à sa propre conscience, avant tout, qu'Émile Ollivier s'adressait. Il était à lui-même son public, son parti, son école, son église.

Que, dans ces conditions, il ait eu prise sur les hommes, cela s'explique par son incomparable éloquence et par l'irrésistible attrait d'une idéalité supérieure. Mais, pour retenir durablement ceux qu'on attire, des fils aussi délicats ne suffisent pas ; il faut des liens plus épais. Jamais Ollivier ne voulut rendre les services, grands et petits, par lesquels on s'attache une clientèle. Comme il méprisait cette méthode de se faire aimer, il ne voulut pas davantage se faire craindre. Son bon cœur l'empêcha de sévir, lorsqu'il fut au pouvoir, contre les subordonnés qui contrariaient son effort. Son désintéressement était tel que ses pires

ennemis durent y rendre hommage, et que ses meilleurs amis s'en désolèrent. « Quand on est ainsi, s'écria un jour son grand admirateur Émile de Girardin, on ne s'occupe pas de politique, on se fait moine. » Telle était bien, à certaines heures, l'opinion d'Ollivier lui-même. Il a défini quelque part la politique « une absence de principes ». Il disait, il écrivait à droite et à gauche : « Je n'étais pas fait pour ce métier ; j'ai trop de bonne foi et d'ingénuité. » A aucun prix il n'eût utilisé, même pour les fins pratiques les plus hautes, les parties basses de la nature humaine, la cupidité, l'égoïsme, l'envie. Il était l'artiste qui voudrait tout droit sculpter son idéal dans le marbre, sans passer par l'intermédiaire de la terre glaise où l'on se salit les mains. Mais le marbre est dur à qui dédaigne la glaise. Sourdement, presque à leur insu, les meilleurs d'entre nous en veulent à celui qui pratique le détachement dans un domaine qui est, après tout, celui de l'attachement à la vie. Là est peut-être le secret de la fatalité qui a pesé sur des existences dignes d'admiration. Ce que nous appelons de ce nom n'est souvent que la revanche des forces naturelles sur la volonté humaine, quand l'esprit a trop contraint la matière ou prétendu se passer d'elle. Orphée entraînait les fleuves, les arbres et les rochers au son de sa lyre ; mais les Ménades le mirent en pièces.

Dans les premiers jours de mars 1848, une

chaise de poste pavoisée aux couleurs nationales amenait à Marseille celui que le gouvernement provisoire venait de nommer commissaire général des Bouches-du-Rhône et du Var, véritable dictateur investi de pouvoirs à peu près illimités sur deux départements. La surprise dut être grande quand on vit descendre de la voiture un tout jeune homme, — on eût dit un enfant. Il avait vingt-deux ans à peine. C'était Émile Ollivier.

Il avait voyagé avec son père, l'éloquent, l'impétueux, le généreux et génial révolutionnaire Démosthène Ollivier. A chaque relais de la voiture, Démosthène, debout sur le marchepied, haranguait les populations. Pour l'ère nouvelle qui venait de s'ouvrir, il annonçait l'égalité définitive, la liberté complète, la fraternité universelle. Émile le laissait faire ; mais arrivé à Aix, qui était la première ville de son ressort, il lui dit tout doucement : « A moi maintenant, cher père. » Et devant le père surpris, malgré lui charmé, il définit la république telle qu'il l'entendait, une république sage, qui avancerait prudemment par le commun effort des partis réconciliés. Telle est la politique qu'il apportait à Marseille.

Ce fut d'abord un enchantement. Le jeune commissaire s'adressait aux légitimistes comme aux républicains ; il les conjurait d'oublier les vieilles querelles ; à tous il communiquait son ardeur. Le poète Méry a parlé de cette éloquence de feu, et des scènes qui se déroulèrent alors à Toulon comme

à Marseille. « Cent mille voix entonnaient l'hosanna de la République et saluaient l'enfant qui apportait un si grand message. »

Hélas ! trois mois après, il était abandonné des uns et des autres. Les journées de Juin étaient survenues ; il avait fallu réprimer l'insurrection. Émile Ollivier, qui avait voulu, jusque dans la bataille, être juste, fut pris entre les révolutionnaires qui le taxaient de férocité et les conservateurs qui raillaient sa douceur évangélique. Il fut envoyé en disgrâce à Chaumont. L'année suivante, il rentrait dans la vie privée.

Telle fut sa première apparition sur la scène politique. La petite pièce dont il venait d'être l'acteur principal devait être comme le canevas de la grande, celle qui n'aurait plus pour théâtre Marseille, mais la France ; celle qui ne durerait plus seulement quelques mois, mais remplirait les treize dernières années du second Empire. Cette fois encore il grouperait ensemble, par un charme magnétique, des hommes que tout séparait les uns des autres, — comme le barreau aimanté obtient, sans contact, que les brins éparpillés de limaille se disposent en courbes harmonieuses. Cette fois encore retomberait bientôt sur sa tête, tous se retournant contre lui, le poids des inimitiés réciproques momentanément suspendues. Mais l'occasion serait un désastre sans précédent, l'écroulement d'un monde.

L'histoire intérieure de la France, pendant ces

treize ans, est celle d'un acheminement de l'Empire à la forme qu'avait rêvée pour lui Émile Ollivier. Que faut-il penser de cette histoire ? L'Empire libéral a si peu duré, il a été si tragiquement interrompu, qu'on se demande aujourd'hui s'il était viable. Souvent nous avons entendu dire que l'expression même était contradictoire, que les deux mots jurent de se trouver accouplés, et que l'Empire ne pouvait devenir libéral parce qu'un gouvernement ne saurait aller contre son principe. — Mais l'Empire avait-il un principe ? Il s'était fait parce que la France, un jour qu'elle était inquiète et lasse, avait senti le besoin d'un gouvernement fort, et qu'un Napoléon s'était trouvé là. A ce Napoléon elle se donna d'ailleurs sans réserve ; et si, dès le début, l'Empire eut contre lui une minorité qui était une élite, il faut bien reconnaître que cette minorité était infime et qu'aucun gouvernement, depuis celui des anciens rois, n'avait été plus complètement accepté, plus franchement populaire. Justement parce qu'il était si fort et que sa force n'avait pas de direction définie, on pouvait projeter de s'installer en lui, d'éliminer de sa substance les impuretés qui avaient souillé ses origines, et de réaliser alors, en toute sécurité, l'œuvre sans cesse rêvée depuis les jours de la Révolution.

Car si l'histoire intérieure de la France, à travers le XIX^e siècle, ne nous présente au premier coup d'œil qu'une série de bouleversements, un

examen approfondi nous révèle la persistance d'une seule et même aspiration, suite naturelle du plus grand effort qui ait jamais été tenté pour ajuster le gouvernement des hommes au niveau de la raison. En proclamant l'égalité des droits et l'indépendance de la personne, la Révolution avait érigé en idéal le régime démocratique ; mais elle ne l'avait pas réalisé, car ce n'est pas en un jour, ni même en un siècle, qu'on pouvait substituer ou tout au moins superposer au sentiment et à la tradition, qui avaient toujours été les ciments intérieurs des sociétés humaines, le principe d'unification purement rationnel sans lequel il n'y a pas de démocratie vraie et qui est la communauté d'obéissance, librement consentie, à une supériorité d'intelligence et de vertu. Comment se recruterait, comment se constituerait en classe dirigeante et en conseil de gouvernement cette aristocratie nouvelle, toujours à renouveler, du talent, de la compétence, et surtout du caractère ? Tout le problème de l'organisation de la démocratie est là ; nous ne l'avons pas résolu. Il ne se résoudra, il ne pouvait se résoudre que par une série de tâtonnements et d'essais, comme il convient à un problème radicalement nouveau, pour la solution duquel il n'existe aucun précédent, aucune analogie sur quoi se régler. Mais tandis que travaillerait ainsi à se resserrer ou même à se refaire, sous une forme imprévisible et neuve, la cohésion relâchée et parfois rompue entre les éléments de la nation,

il fallait que la société fût défendue contre l'ennemi du dehors et aussi — les Républiques de 1792 et de 1848 ne l'avaient que trop prouvé — contre le désordre intérieur. C'est cette fonction protectrice, et cette fonction seulement, que la France, par un sûr instinct, assigna à son gouvernement pendant tout le cours du XIX^e siècle. Elle lui demandait d'affirmer son autorité et pourtant de ne la pas croire définitive, d'être fort et néanmoins, autant que possible, de laisser faire : il serait l'enveloppe solide à l'intérieur de laquelle s'élabore-raient les modifications profondes et d'où sortirait pour prendre son essor, quand lui auraient poussé des ailes, la société métamorphosée. Longtemps la France espéra que la famille de ses rois, à laquelle elle restait pieusement attachée, consentirait à comprendre ainsi son rôle. Après que Louis XVI s'y fut refusé en 1789, Charles X en 1830, Louis-Philippe en 1848, elle se remit entre les mains de l'homme qui semblait unir à l'inflexible volonté de maintenir l'ordre la haine invétérée de toutes les routines, et qui commençait par déclarer provisoire, perfectible, la constitution avec laquelle il gouvernerait. Peut-être d'ailleurs n'aurait-elle pas eu à s'en repentir, si l'Empereur avait su conserver dans ses rapports avec l'étranger le sérieux, le sens des réalités et le souci du bien public, qu'il apporta incontestablement à l'administration du pays. Mais, par une étrange aberration, ce souverain si attentif aux moindres ques-

tions d'ordre intérieur ne vit souvent dans la politique extérieure qu'un jeu, où la fantaisie se donne libre carrière, et où l'intérêt de la nation compte tout juste autant que celui d'une sentimentalité vague ou de je ne sais quel besoin de symétrie.

Qu'Émile Ollivier soit venu à l'Empire, cela n'a rien d'étonnant. Il condamnait le coup d'État, mais il avait le respect du suffrage universel, et le peuple, disait-il, avait absous Louis-Napoléon. Il était républicain, mais il avait horreur de la révolution, et il estimait que si l'Empire donnait l'essentiel de ce que les républicains avaient demandé à la République, un républicain pouvait, pour épargner de nouvelles convulsions à la France, accepter l'Empire. A vrai dire, le régime auquel allaient ses préférences était à mi-chemin entre l'Empire et la République. Le chef de l'État eût été élu directement par le peuple et investi de pouvoirs considérables. Les ministres auraient été responsables individuellement, mais non pas collectivement, devant la Chambre. Point de questions de cabinet. Point de partis définitivement constitués. Un effort constant pour faire l'éducation politique du pays. De loin en loin, un appel à la nation, pour qu'elle eût à se prononcer sur la solution d'un problème. A mesure, en effet, qu'il avançait en âge, Ollivier se confirmait dans la pensée que, seule, l'institution du « referendum » amènerait le peuple à étudier, à réfléchir, à tenir compte des choses autant

que des personnes. Mais dès 1857 il écrivait à ses électeurs : « Le temps des phrases est passé, celui de la science commence. » En cela il allait, je crois, un peu vite : pendant quelque temps encore, les démocraties devaient poser en principe qu'on sait une chose quand on est capable d'en parler. Il n'en est pas moins vrai que l'homme qui professait de telles idées ne se souciait pas beaucoup de l'étiquette du régime. Sa sympathie pouvait aller à peu près indifféremment à la République ou à l'Empire, pourvu qu'il trouvât dans l'un et dans l'autre beaucoup d'autorité virtuelle en haut, beaucoup de liberté réelle en bas. Il eût revendiqué cette liberté, et il eût appelé de ses vœux cette autorité, sous quelque régime qu'il eût vécu. Si ç'avait été la République, il l'aurait voulue autoritaire. Puisque c'était l'Empire, il le voulait libéral.

Mais, en voulant que l'Empire fût libéral, il devait nécessairement avoir contre lui à peu près tous les hommes en vue, et ceux qui servaient le régime et ceux qui constituaient l'opposition.

Ceux qui détenaient les fonctions électives ou administratives depuis le coup d'État ne pouvaient voir dans l'Empire qu'un régime de compression, destiné à rester indéfiniment, avec eux, ce qu'il avait été au premier jour. Seuls, ou peu s'en faut, devaient comprendre Ollivier les deux hommes qui avaient conçu et voulu l'Empire : le duc de Morny et l'Empereur lui-même. Morny fut tout de

suite conquis. Quant à Napoléon III, il serait peut-être allé tout droit à Ollivier s'il n'avait écouté que son cœur. Mais il fut retenu pendant bien des années par ses familiers, par ses ministres, et aussi par un certain respect pour ce qu'il y avait d'absolu dans sa propre autorité, respect d'ailleurs combattu par la secrète inclination qui le portait, conspirateur devenu empereur, à conspirer contre lui-même.

Si, en dehors de ces deux hommes, le personnel à peu près entier du second Empire devait se lever contre Émile Ollivier, que ne ferait pas l'opposition?

Cette opposition, Ollivier avait contribué plus que personne à la créer. Il fut, dans la Chambre de 1857, le membre actif du groupe des Cinq, qui était destiné à se renforcer en 1863 et davantage encore en 1869. Mais, dès l'origine, il y eut entre lui et ses collègues du groupe un gros malentendu. Ceux-ci souhaitaient, par attachement à la République, que l'Empire restât assez inflexiblement autoritaire pour devenir insupportable à la France ; celui-là espérait, par crainte des révolutions, que l'Empire s'adoucirait assez pour permettre à tous les Français, même républicains, de seconder son effort. Quand, le 24 novembre 1860, l'Empereur se décida spontanément à étendre les prérogatives du Corps législatif, et qu'Ollivier, ne pouvant retenir l'élan joyeux de son cœur, félicita le souverain du haut de la tribune, ses quatre collègues

se regardèrent entre eux, surpris ; mais comme l'Empire paraissait alors inébranlable et qu'il n'y avait pas grand inconvénient à le louer de ce qu'il faisait de bon, ils se dirent simplement : « Ollivier est un honnête homme. » Quand, en février 1864, l'Empereur s'étant montré favorable à la liberté du travail, Ollivier accepta d'être rapporteur de la loi sur les coalitions, ses collègues s'étonnèrent encore ; mais comme, maintenant, il y avait un véritable parti républicain, capable de lutter, ils blâmèrent ; et ce fut la rupture. Quand enfin, en novembre 1868, Ollivier refusa de s'associer à la souscription Baudin et à l'agitation révolutionnaire, ils le traitèrent de renégat, de transfuge : désormais ce serait l'ennemi. A mesure, en effet, qu'ils avaient donné à leur opposition une forme plus franchement républicaine, ils avaient vu grandir l'écart entre eux et Ollivier ; et comme ils se sentaient rester, au fond, ce qu'ils étaient, ils en concluaient qu'Ollivier avait changé. La vérité est qu'Ollivier se bornait à conserver l'attitude que tous avaient prise, par nécessité, au début : tous avaient prêté serment, et tous, pendant la première législature, avaient maintenu leur opposition dans les limites constitutionnelles. Seulement, à mesure que la constitution se faisait plus libérale, l'adhésion d'Ollivier à la constitution devenait plus libre, tandis que les autres usaient de la liberté croissante pour adhérer de moins en moins à la constitution. Dès le lendemain de sa première

élection, en 1857, avant de prêter serment à l'Empire, Ollivier avait écrit à son père, le vieux révolutionnaire : « Si l'Empire reste dans son despotisme, je l'attaquerai sans merci... Mais s'il se transforme, je suis obligé de l'aider. Voilà où conduit fatalement le serment ; et comme je ne m'arrête jamais à mi-chemin, voilà jusqu'où j'irai, le cas échéant, si j'entre au Corps législatif. Croistu que nos traditions me l'interdisent, je m'arrêterai. » Et le père avait répondu : « Tu es plus libre que moi ; tu commences et je finis. Suis donc ton inspiration. »

Impassible, indifférent aux attaques de droite et de gauche, Émile Ollivier poursuivit pendant treize ans sa patriotique campagne. Par delà les partis, sa pensée allait à la France. Le jour où l'émeute commença à gronder dans la rue, force fut bien de se tourner vers celui qui seul pouvait transformer l'Empire, sauver le pays d'une révolution. Ollivier, de son côté, dut accepter le ministère dont il n'avait pas voulu jusque-là, qu'il avait nettement refusé en 1867. Le 2 janvier 1870, il inaugurait l'Empire libéral.

Sept mois plus tard devait venir la catastrophe. Mais pendant ces sept mois la France s'achemina de jour en jour, presque d'heure en heure, vers ce parfait équilibre entre la liberté et l'autorité auquel elle aspirait depuis si longtemps. Le grand honnête homme qui était au pouvoir pratiquait les maximes et appliquait les principes qu'il avait

professés dans l'opposition. A l'étonnement de la gauche, qui ne lui en sut d'ailleurs aucun gré, à la colère de la droite, qui ne le lui pardonna jamais, il se dessaisissait de l'arme redoutable qu'il avait contre ses adversaires, la candidature officielle. Il assurait l'indépendance du vote. Il voulait que tous les Français, sans distinction de parti, pussent s'associer à son effort ; et des concours, qui s'étaient jusqu'alors refusés, s'offraient généreusement. C'était, de tous côtés, un zèle pour le bien public et un besoin de réformes comme on n'en avait pas vu depuis 1789. « Nous assistons, disait Prévost-Paradol, à la refonte de toutes les institutions françaises dans le sens de la liberté. » Si, dans le monde politique, les rancunes s'accumulaient contre le ministre de l'Empire libéral, c'était, dans le pays, une détente qui semblait préluder à un apaisement définitif. L'opposition, qui avait réuni 3 200 000 voix aux élections de 1869, n'en comptait plus que 1 500 000 au plébiscite de 1870 : pendant les deux premiers mois du ministère Ollivier, l'Empire avait gagné près de deux millions de suffrages. L'historien éminent du second Empire, qui siège parmi vous, a tout résumé en quelques mots : « On eût dit, non un règne déjà vieux qui s'achève, mais un règne nouveau qui s'inaugure. On sentait passer sur le pays ces larges brises d'espérance qui soufflent à l'heure des avènements. »

Mais voici que « dans le ciel serein éclate un

coup de tonnerre ». Le 3 juillet 1870, le bruit de la candidature Hohenzollern se répand dans Paris. C'est la guerre. Trois semaines après, le ministère tombe. Un mois plus tard, il ne restait plus rien du second Empire.

Cette guerre de 1870 est loin de se dessiner à nos yeux, aujourd'hui, comme un événement complet. Suite naturelle de la guerre de 1866, elle se continue en celle de 1914. Toute l'histoire de l'Europe, depuis l'apparition de Bismarck, est le déroulement d'une seule grande phrase, à laquelle nos soldats vont mettre le point final. Nous en apercevons enfin la pleine signification.

Vue de haut, elle se présente comme la suprême révolte du principe de la force contre celui du droit. Avant de quitter définitivement la terre, il fallait peut-être que les vieilles idées de compression et de domination fussent poussées à leurs conséquences extrêmes par des esprits féroce-ment systématiques et qu'elles fussent portées aussi par le progrès de la science à leur efficacité la plus haute, de manière à donner une telle vision d'horreur que le monde en fût épouvanté, se dressât contre les puissances du mal, les écrasât ou les paralysât, et poursuivît alors en sécurité la réalisation de son rêve de liberté et de justice. Au cours de cette lutte formidable, les peuples vraiment civilisés, oubliant des rivalités séculaires, feraient l'apprentissage de la fraternité et forgeraient en-

semble l'armature d'une humanité nouvelle. Ils se donneraient enfin (après quels tâtonnements, au prix de quels sacrifices, hélas !) un corps capable de refléter leur âme, un dispositif matériel adapté à leur idéal moral. La liberté est la grande source d'énergie, à condition toutefois que les volontés individuelles se règlent méthodiquement sur une fin commune. La liberté est créatrice, et les nations libres sont celles qui inventent ; un peuple qui ne se soutient que par l'obéissance passive doit le meilleur de sa force aux inventions qui lui viennent des sociétés libres ; sur ces civilisations il vit en parasite ; son fol orgueil tient à ce qu'il n'aperçoit pas cette vérité si simple. Mais encore faut-il que les peuples inventeurs sachent exploiter leurs inventions par une organisation appropriée et les mettre au service de leur idéal ; sinon, ils verront ces inventions, utilisées par d'autres, se retourner contre eux, et le progrès matériel devenir l'instrument d'une régression morale. De ce point de vue, la série d'événements qui se déroule depuis cinquante ans apparaît comme étroitement liée à la double rénovation, matérielle et morale, qui a marqué la fin du xviii^e siècle, la première inaugurant l'ère des inventions mécaniques et de la grande industrie, la seconde tendant à substituer, entre nations comme entre personnes, le régime du droit à celui de la force. Il était dans le domaine du possible que le principe de la force s'insurgeât contre cette rénovation morale et portât à leur

maximum d'efficacité, pour triompher du principe adverse, les ressources fournies par la rénovation matérielle. Pour briser cet assaut, les nouvelles idées morales seraient obligées, tout à la fois, de mieux prendre conscience d'elles-mêmes et de découvrir, sous la pression de la nécessité, le genre d'organisation et d'outillage qui leur conférât matériellement la puissance la plus haute. Ainsi les dernières convulsions de la force pour s'ériger en droit auraient amené le droit à se consolider en force.

Mais un retour offensif de la barbarie ne se serait pas produit, il n'aurait pas été, en tout cas, d'une telle atrocité, si le principe de la force n'eût trouvé à s'incarner dans la Prusse, et l'esprit prussien en Bismarck. A la suite de la Prusse, depuis longtemps disciplinée par ses rois en vue de l'asservissement de ses voisins, Bismarck résolut d'entraîner l'Allemagne entière, convertie en un immense organisme de guerre. Pour cela, il fallait d'abord se débarrasser de l'Autriche, mais de telle manière qu'on pût la reprendre plus tard, domestiquée : c'est à quoi Bismarck réussit en battant les Autrichiens à Sadowa et en les ménageant après la victoire. Il fallait ensuite que l'unification du reste de l'Allemagne se fit par la haine, que les États confédérés fussent liés les uns aux autres par la complicité du crime, qu'ils devinssent ensemble propriétaires de populations arrachées à leur patrie et possédées de vive force, que par

cette violence initiale, constitutive de son essence, le nouvel empire fût contraint de s'armer de plus en plus formidablement, que sa puissance industrielle et sa puissance militaire, constamment intensifiées l'une par l'autre, devinssent une menace d'écrasement pour le monde civilisé tout entier. Bref, il fallait, après avoir battu l'Autriche, attaquer la France, lui prendre l'Alsace, peut-être aussi la Lorraine, et sur le plus impudent défi au droit bâtir l'impérialisme allemand. Tel était le plan de Bismarck, conception diabolique d'un homme qui fut le génie du mal, et qui, façonnant l'âme allemande à son image, la voua au culte de la matière et de la force. L'exécution de ce plan était déjà avancée au commencement de 1870. Certes, rien n'est fatal en histoire, en ce sens que tout aurait pu être empêché si l'on s'y était pris à temps. La guerre de 1870 n'aurait pas eu lieu, ou elle aurait tourné autrement, si Napoléon III avait pris parti pour l'Autriche en 1866 ; ou si, au lendemain de 1866, nous nous étions donné l'organisation militaire que le maréchal Niel et l'Empereur réclamaient, que le Corps Législatif refusa ; ou si nous avions su mettre dans notre jeu les États de l'Allemagne du Sud ; ou si, pendant un certain nombre d'années, nous avions travaillé à nouer des alliances au lieu d'indisposer contre nous l'Europe. Mais prenez la situation telle qu'elle était en janvier 1870, quand Ollivier arriva au pouvoir : quelle force humaine eût pu détourner

le cours des événements? Nous savons à présent que Bismarck était résolu dès 1866 à nous faire la guerre, qu'il l'eût faite en 1867 s'il eût écouté Moltke, qu'il préféra attendre deux ou trois ans afin de compléter ses effectifs. Dans le courant de 1869, Moltke annonçait à un notable badois que nos départements du Rhin allaient être réunis au pays de Bade. Dès la fin de 1868, le ministre Schleinitz disait à la comtesse de Pourtalès : « Avant dix-huit mois, votre Alsace appartiendra à la Prusse. » La guerre devait donc éclater en 1870. C'est la candidature Hohenzollern qui fournit l'étincelle.

Il est hors de doute que la candidature de Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne fut suscitée par Bismarck en vue d'amener un conflit entre l'Allemagne et la France. De ce conflit Bismarck désirait que la France eût l'air d'avoir été la provocatrice : il entraînerait ainsi plus facilement l'Allemagne du Sud, et il sauverait aussi certaines apparences auxquelles tenait le souverain. Quel fut, dans toute cette affaire, le rôle du roi de Prusse? Les historiens, à commencer par Ollivier lui-même, ont été indulgents à son égard. Serait-il donc vrai que le vainqueur ait toujours raison devant l'histoire? Longtemps on s'est demandé chez nous si l'affaire Hohenzollern avait été une machination de Bismarck : nous avons attendu, pour y croire définitivement, que des Allemands vinsent nous le dire. Longtemps on a

soutenu chez nous que nous avons été trop prompts, que le ministère Ollivier aurait pu ne pas relever le gant : il a fallu que Bismarck se vantât de nous avoir, par la falsification de la dépêche d'Ems, contraints à lui déclarer la guerre. Pour ce qui est du roi Guillaume, on prétend, aujourd'hui encore, qu'il eût préféré la paix. Rien ne me paraît moins certain. Il faut juger un homme sur ce qu'il fait, et non pas sur ce qu'il dit. Or, Guillaume avait autorisé Bismarck à lancer la candidature Hohenzollern ; il ne pouvait pas ignorer que ce fût une provocation à la France : voilà pour le début. Il n'a jamais su mauvais gré à Bismarck d'avoir falsifié sa dépêche d'Ems et, par là, déclenché la guerre : voilà pour la fin. Que, dans l'intervalle, il ait eu des paroles de paix et même, pendant qu'il les prononçait, des velléités pacifiques, c'est possible, mais cela ne fait rien à l'affaire. Son état d'âme devait être celui du mari complaisant qui ne demande qu'à laisser le ménage tirer bénéfice d'une certaine situation, mais qui serait pris d'un scrupule presque sincère s'il ne pouvait plus être censé ne rien savoir.

Le plan de Bismarck était, semble-t-il, fort simple. Le maréchal Prim, avec lequel il s'était mis secrètement d'accord, devait, dès la réunion des Cortès, poser devant elles la candidature du prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen au trône vacant d'Espagne. La France ne pourrait pas laisser faire. Comprenant que c'était une

machination de la Prusse, elle s'adresserait à Berlin. Mais elle n'y trouverait ni le roi ni son ministre, car Guillaume serait à Ems et Bismarck à Varzin. L'opinion publique, à Paris, aurait ainsi tout le temps de se surexciter. Quand les passions seraient suffisamment échauffées, Bismarck se montrerait, crierait à la provocation, ameuterait les Espagnols, et serait bien maladroit s'il n'arrivait pas à faire sortir de là une guerre, où l'Espagne serait peut-être aux côtés de l'Allemagne.

Par bonheur pour nous, une indiscretion ébruita l'affaire avant qu'elle fût venue devant les Cortès. Dès le 2 juillet, la nouvelle de la candidature Hohenzollern se répand à Madrid. Dans la journée du 3, la bombe éclate à Paris. Amis et ennemis de l'Empire se trouvent aussitôt d'accord : on ne tolérera pas cette nouvelle provocation de la Prusse. Jules Favre, Jules Simon, Gambetta, ne sont pas les moins violents. Mais Émile Ollivier est l'homme de la paix : il est à peu près seul à la prêcher depuis 1866. Sa décision est immédiatement prise : on évitera la guerre en tuant la candidature Hohenzollern dans l'œuf. A Berlin, notre ambassadeur Benedetti ne trouve personne à qui parler ? Et bien ! au risque de froisser le protocole, il ira chercher le roi à Ems, pendant sa cure. En attendant, pour donner à l'opinion publique la satisfaction qu'elle réclame et aussi pour que le peuple espagnol sache à quoi s'en tenir, on

déclarera à la tribune du Corps législatif que la France ne peut pas laisser un Hohenzollern monter sur le trône d'Espagne. D'autre part, l'Empereur envoie directement l'agent roumain Strat au chef de la Maison de Hohenzollern-Sigmaringen, au prince Antoine, père de Léopold et aussi du prince Charles de Roumanie. Strat rappelle à Antoine ce que sa famille doit à Napoléon III ; il lui donne à entendre que l'Empereur pourra, le cas échéant, ne plus entraver les complots que les Roumains de Paris trament contre son fils Charles. La mère est là, elle croit la vie du fils menacée, elle prend peur. Le père se laisse fléchir. Il obtient de Léopold que celui-ci retire ou laisse retirer sa candidature. Dès le lendemain matin, 12 juillet, une dépêche annonçant officiellement la renonciation est lancée à l'ambassade d'Espagne à Paris et portée à Émile Ollivier. L'affaire paraît terminée. Ollivier déborde de joie. Guizot s'écrie : « C'est la plus belle victoire diplomatique que j'aie vue de ma vie ! »

Mais voici que de la cachette où il se tenait à l'affût, fauve épiant tous les mouvements de sa proie, Bismarck est sorti avec un cri de rage. Déjà il avait télégraphié à Guillaume de ne pas recevoir Benedetti à Ems ; Guillaume avait passé outre, quitte à ne donner à notre ambassadeur que des assurances vagues. Cela n'importait guère. Mais maintenant, tout est à recommencer. Il charge d'abord Eulenburg d'aller menacer le roi de sa

démission et de lui dire que la guerre est nécessaire. Puis il cherche comment il provoquera une nouvelle querelle. Toute la nuit du 12 au 13, et le 13 jusqu'au soir, il s'agite et il agite des projets, impétueusement traitre, et habitué, par une méthode dont il a le secret, à puiser pour sa perfidie des ressources croissantes dans sa colère. Enfin, dans la soirée du 13, alors qu'il vient de retenir à dîner Roon et Moltke, une dépêche arrive, et, peu après, l'inspiration jaillit. La dépêche venait d'Éms. Elle relatait un nouvel entretien du roi avec Benedetti.

Que s'était-il passé? Le télégramme du prince Antoine avait pleinement satisfait Émile Ollivier; mais nombreux étaient ceux qui lui auraient lancé le mot de Gambetta à Robert Mitchell : « Votre satisfaction est scélérate. » Presque tous les députés de droite, et beaucoup de ceux de gauche, jugeaient le moment venu de montrer à la Prusse qu'on ne supporterait plus son arrogance. Tel était aussi le sentiment dominant à Saint-Cloud, dans l'entourage de l'Empereur. Rien ne serait fait, disait-on, tant que le roi Guillaume ne se serait pas associé à la renonciation de son parent. Déjà, dans l'après-midi du 12, le ministre des Affaires étrangères Gramont demandait à l'ambassadeur de Prusse Werther, rentré à Paris, que le roi déclarât approuver cette renonciation; Ollivier, survenu à la fin de l'entretien, appuya M. de Gramont. Mais là n'est pas ce qui ranima la querelle :

l'entretien ne fit l'objet d'aucune communication à Benedetti ; M. de Werther en envoya à Ems un résumé maladroit, qui irrita Guillaume, mais qui lui arriva seulement dans l'après-midi du 13, alors que le mal était déjà fait. C'est dans la matinée qu'avait eu lieu entre Guillaume et Benedetti, sur des instructions parties de Saint-Cloud à l'insu d'Ollivier, l'entrevue qui donna lieu à la dépêche d'Ems.

Quelles étaient ces instructions ? Le 12 au soir, à Saint-Cloud où s'était rendu M. de Gramont, l'Empereur avait tenu conseil. On ne sait pas au juste quelles étaient les personnes présentes ; ce qui est certain, c'est qu'Ollivier n'en était pas et qu'aucun ministre, en dehors de Gramont, n'assistait à la réunion. Là, on décide de télégraphier à Benedetti qu'« il paraît nécessaire que le roi de Prusse s'associe au désistement et nous donne l'assurance qu'il n'autorisera pas de nouveau la candidature ». La dépêche part à sept heures. De cette démarche capitale, par laquelle on va demander au roi non seulement d'approuver la renonciation de son parent, mais encore de s'engager pour l'avenir, Ollivier n'est même pas informé. Rentrant de soirée, entre onze heures et minuit, il monte chez M. de Gramont : là, il apprend le conseil tenu à Saint-Cloud, la dépêche lancée, la demande de garantie. Stupeur. Mais vite il se ressaisit. On réparera le mal. Tout de suite il fait envoyer à Benedetti une dépêche atté-

nuant la première (elle arriva malheureusement trop tard). Maintenant, il va prendre ses dispositions pour que, même si l'on se heurte à un refus du roi de Prusse, on évite la rupture.

Et en effet, le lendemain matin, au conseil des ministres, sur la demande pressante d'Ollivier, on décide, par huit voix contre quatre, que si le roi ne veut pas s'engager pour l'avenir et se borne à approuver la renonciation, on ne poussera pas plus loin l'affaire. Par le fait, ce n'est pas du refus opposé par Guillaume à la demande de garantie, comme on le dit quelquefois, que la guerre de 1870 est sortie, mais de l'insulte à la France que Bismarck, en falsifiant le message royal, substitua au simple refus du roi.

Ce refus s'était produit dans la matinée du 13. A Benedetti, qui l'avait abordé dans une allée du parc d'Ems, Guillaume avait répondu, en termes d'ailleurs courtois, qu'il ne pouvait pas s'engager. Et comme l'ambassadeur insistait, comme ensuite, dans le courant de la journée, il voulait revenir à la charge, Guillaume lui déclarait d'abord, puis lui faisait dire par un aide de camp, qu'il n'avait rien à ajouter. De sa réponse, et de son refus de reprendre une conversation où il n'aurait pu que se répéter, il informa d'ailleurs Bismarck, le laissant libre de rendre public, s'il le jugeait à propos, le rejet de la demande de garantie.

Telle est la dépêche que Bismarck recevait d'Ems le 13 juillet, au moment de se mettre à

table avec Roon et Moltke. Depuis la veille, il cherchait comment ranimer la querelle. Le message du roi paraît d'abord ne rien fournir ; on mange tristement. Mais Bismarck a réfléchi. Brusquement il se tourne vers Moltke, lui demande une dernière fois si le moment est bien venu de faire la guerre ; et alors, quittant la table, il rédige un télégramme qui sera envoyé à toutes les ambassades, communiqué à tous les gouvernements, publié, le soir même, dans un numéro gratuitement distribué de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. Cette dépêche est libellée de manière à faire croire que le roi de Prusse n'a même pas voulu causer avec notre ambassadeur. Elle ne rapporte pas, comme celle du roi, une conversation qui a eu lieu et que Guillaume n'a pas cru devoir reprendre parce qu'il jugeait le sujet épuisé ; elle rend simplement public, elle semble même annoncer officiellement à l'Europe un affront que le roi de Prusse aurait fait à la France. « A la bonne heure, s'écrie Moltke. J'avais cru entendre battre la chamade ; maintenant, c'est une fanfare. » Et les trois compères, jusque-là moroses, achèvent leur dîner joyeusement.

« C'est la guerre », disait le roi Guillaume en lisant le télégramme de son chancelier. Comment, en effet, aurions-nous évité la guerre ? On s'est demandé si le ministère Ollivier, en se décidant tout de suite, n'avait pas été trop prompt, si Bismarck n'eût pas été bien vite convaincu d'impos-

ture, obligé de donner sa démission. Mais dès le 14 juillet le roi de Prusse eut connaissance de la dépêche lancée aux ambassades, et il ne fit rien pour en atténuer l'effet. Nous aurions donc eu à rester sur l'affront. Qu'eût dit la France ? L'humiliation ne nous aurait d'ailleurs pas donné la paix, car Bismarck était décidé à avoir la guerre ; à défaut d'autre moyen, il serait allé jusqu'à exiger de nous des excuses pour le langage que nous tenions à Paris ; il le déclarait en propres termes à Lord Loftus, le 13 juillet. D'autre part, si la puissance militaire de la Prusse n'était pas sans inquiéter chez nous les gens bien informés, personne n'envisageait sérieusement la possibilité d'une défaite, tant on était loin de soupçonner l'incompétence de notre haut commandement. L'opposition d'un certain nombre à la déclaration de guerre tint surtout à ce qu'ils ne voulaient pas qu'on rompît sur une question de forme. Ils pensaient qu'en attendant une meilleure occasion nous aurions des alliés ; ils ne savaient pas que la Russie nous était hostile, que l'Autriche et l'Italie, mal disposées à notre égard, étaient décidées à rester neutres ou à ne nous appuyer que si nous étions victorieux. Quoi qu'il en soit, si l'on jugeait la rupture inévitable, il fallait écouter les hommes de guerre, qui déclaraient que le moindre retard apporté à notre décision compromettrait gravement nos chances de succès en sacrifiant quelque chose de notre avance sur la Prusse. C'est avec cette con-

viction qu'Émile Ollivier monta à la tribune, le 15 juillet, pour affirmer la nécessité de la guerre. Il se jeta en avant comme d'habitude, couvrant généreusement l'Empereur, revendiquant pour lui et pour son ministère toute la responsabilité. Après avoir dit, au début de son discours : « Nous nous décidons à cette guerre, l'âme désolée », il s'écria, pour conclure : « De ce jour commence, pour mes collègues et pour moi, une grande responsabilité ; nous l'acceptons d'un cœur léger. » Comme la gauche interrompait bruyamment : « Oui, d'un cœur léger. Et n'équivoquez pas sur cette parole, et ne croyez pas que je veuille dire avec joie ; je vous ai dit moi-même mon chagrin. Je veux dire d'un cœur que le remords n'alourdit pas, d'un cœur confiant. » (Hélas ! on devait bien vite oublier l' « âme désolée », tandis qu'on retiendrait, détourné de son sens, le « cœur léger ».) C'est ainsi que la guerre fut déclarée.

En résumé, Ollivier avait d'abord, à force de droiture, déjoué l'intrigue de Bismarck ; puis il avait subi une situation créée par l'Empereur ou par son entourage, et d'où Bismarck était cette fois décidé, en brusquant les choses, à faire tout de suite sortir la guerre. Son rôle dans cette affaire se décompose ainsi en deux parties, nettement séparées par la nuit du 12 au 13 juillet : dans la première, je ne vois pas comment il eût pu faire mieux ; dans la seconde, je me demande s'il eût pu faire autrement ; et en tout cas, quoi qu'il eût

fait, le résultat final eût été le même. Entre les deux, dans la nuit du 12 au 13, un peu après onze heures, j'aperçois simplement un intervalle de quelques minutes pendant lequel il a eu le choix entre deux lignes de conduite. A cet instant précis s'est décidé — non pas certes le sort de la France, il ne dépendait malheureusement plus de nous — mais celui d'Émile Ollivier.

Premier ministre en fait, (quoiqu'il n'ait jamais eu ce titre), il apprend de M. de Gramont que l'Empereur a accompli un acte d'où peut sortir la guerre. Il n'a pas été consulté. Il n'a même pas été averti. Que ne dégage-t-il sa responsabilité? Que ne donne-t-il sa démission? S'il l'eût donnée, il eût été, au lendemain de la guerre, l'homme populaire entre tous. Avec son talent incomparable, son dévouement sans bornes à la chose publique, il eût exercé une influence bienfaisante sur la politique intérieure de notre pays.

Mais pouvait-il, devait-il donner sa démission? Désavouer l'acte de l'Empereur, c'était, au cas où la guerre éclaterait, avoir déclaré solennellement, devant l'Europe et devant l'histoire, que l'Empire était l'agresseur et que la France était dans son tort. C'était aussi laisser la place libre à un ministère de droite, qui attendait dans la coulisse, et qui eût été un ministère de guerre. En restant, on pouvait essayer de réparer le mal. Par le fait, Ollivier le répara dans la mesure du possible, puisqu'il obtenait du Conseil des ministres, quel-

ques heures après, la décision ferme de ne pas maintenir la demande d'un engagement pour l'avenir si l'on se heurtait à un refus du roi de Prusse, et puisque ce n'est pas ce refus, en lui-même, qui a provoqué la guerre. En demeurant à son poste, Ollivier fit son devoir.

Il était renversé trois semaines après, à la nouvelle de nos premières défaites. Tous, qu'ils fussent de droite ou de gauche, se trouvèrent d'accord pour laisser croire qu'il succombait à ses fautes, et non pas au poids de leurs rancunes. Comment la France, dans son immense douleur, aurait-elle recherché, pesé, dosé les responsabilités ? Comment aurait-elle, dès alors, mesuré la profondeur de perversité de la politique prussienne, deviné qu'on était irrévocablement décidé, là-bas, à nous faire la guerre ? Comment même se serait-elle rappelé qu'Ollivier avait été aux affaires pendant sept mois seulement, qu'il n'avait pas choisi le Ministre de la guerre, que ce ministre, auquel il était obligé de s'en rapporter, déclarait notre armée absolument prête, que d'ailleurs la principale cause de nos défaites fut l'incapacité de la plupart des grands chefs et qu'Ollivier n'avait été pour rien dans leur désignation ? Son nom devint symbolique du régime, évocateur des désastres par lesquels l'Empire avait pris fin. Il fut chargé des malédictions de tout un peuple.

Il ne se plaignit jamais. Il voulut rester à l'écart, « afin d'épargner à ceux qui l'avaient

connu, disait-il, l'ennui d'avoir à le renier ». Il n'en conserva pas moins, il n'en vit pas moins venir à lui de chaudes et dévouées amitiés. Il en avait surtout ici, Messieurs, dans cette Compagnie qui se tient, depuis trois siècles qu'elle existe, en dehors de toutes nos querelles, au-dessus de toutes les préventions et de toutes les haines. Plusieurs de ceux qui siègent ou qui siègèrent parmi vous eurent occasion d'élever la voix en sa faveur. Je ne citerai que l'homme à l'esprit pénétrant, à la conscience droite et au jugement sûr, que fut Francis Charmes. Résumant l'opinion qu'il avait plus d'une fois exprimée, il écrivait au lendemain de la mort d'Ollivier : « On l'a rendu responsable d'une guerre que rien ne pouvait empêcher parce qu'on la voulait ailleurs et qu'on nous y a délibérément provoqués. M. Ollivier a fait ce qu'il a pu pour l'éviter ; il n'y a pas réussi. S'il y eût réussi un jour, le danger se serait présenté sous une autre forme le lendemain. Le sort des armes s'étant prononcé contre nous, on a cherché un homme sur qui rejeter le poids de l'événement ; il n'a pas été difficile de le trouver, il s'était offert lui-même... Mais M. Ollivier a vécu assez longtemps pour faire appel. »

Lentement, mais sûrement, se dessinait en effet dans l'esprit d'Émile Ollivier la pensée de retracer les origines de la guerre de 1870. De l'entourage de Bismarck, et aussi de la cour de Roumanie, partaient des révélations de plus en plus com-

plètes sur la grande machination ; finalement, ce fut Bismarck lui-même qui raconta comment il avait falsifié la dépêche d'Ems, comment il nous avait imposé cette guerre. Ollivier se décida. Mais, théoricien habitué à remonter des effets aux causes, il ne se fut pas plutôt mis au travail qu'il voulut rattacher la guerre de 1870 à celle de 1866, puis la guerre de 1866 à celle de 1864 ; de degré en degré ce fut toute la politique étrangère, toute la politique intérieure du second Empire qu'il résolut d'exposer. Son premier projet s'encadrerait ainsi dans une conception énormément plus vaste. Il ferait l'histoire complète de l'Empire. De cette histoire il publia douze volumes avant d'arriver aux événements de 1870 et à ce que certains ont appelé son « plaidoyer ». Étrange plaidoyer ! Un vieillard de soixante-six ans, qui ne songe qu'à plaider sa cause, n'attend pas pour cela le treizième volume d'une œuvre dont chaque volume doit lui coûter au moins un an de travail. Si c'est un plaidoyer, avouons que jamais plaideur ne fut moins pressé de voir son affaire au rôle, ni plus menacé d'avoir à faire défaut le jour de l'audience.

Ainsi fut entreprise la grande construction qui devait absorber les vingt dernières années d'Émile Ollivier, *L'Empire libéral*. Près du cap de la Moutte, aux environs de Saint-Tropez, s'élève la demeure d'où il était parti aux beaux jours de l'Empire, où il était revenu après la tempête. À l'entrée est une pièce exigüe, pavée de dalles, à la

fenêtre grillée, à la muraille grise, — véritable cellule de moine. Pour tout ameublement, deux chaises et, se faisant vis-à-vis, deux pupitres d'écolier. C'est là que du matin au soir, pendant vingt ans, ils travaillèrent en face l'un de l'autre : lui, l'architecte de l'immense édifice ; elle, la femme incomparablement dévouée qui voulut toujours, malgré son rare talent, rester l'humble ouvrière. Quel roman avaient-ils vécu jadis, alors qu'Ollivier, plus que quadragénaire, s'était pris d'un grand amour pour la charmante enfant blonde, âgée de dix-huit ans à peine ? Choyée, fêtée, la petite-nièce du bailli de Suffren avait dédaigné tout autre hommage pour aller où la poussait une admiration fervente. Quand, au lendemain du mariage, Ollivier devint ministre, elle enchantée par sa grâce, frappée par son intelligence, étonnée par sa simplicité une société brillante et frivole. « Sainte-Mousceline », « Petit voile bleu », disait-on sur son passage. Mais quand vint la catastrophe, le voile bleu se souleva, et une femme apparut, qu'on ne connaissait pas encore. Car du plus profond de sa désolation elle tirait la force de consoler ; et du plus pur métal de bonté et d'amour elle avait forgé miraculeusement, pour celui qu'elle admirait encore davantage dans son infortune, une cuirasse invisible contre laquelle venaient s'aplatir les flèches empoisonnées. Vingt ans de suite, dans la cellule étroite et nue, ils travaillèrent et peinèrent ensemble : non pas pour lui, non pas pour elle,

mais pour la vérité, pour l'histoire. Déjà les matériaux étaient réunis, Ollivier avait achevé le premier volume, quand, devant le formidable effort qui restait à faire, le corps recula, épouvanté : une maladie grave se déclara. Ollivier dompta le mal, et coup sur coup, en dix ans, publia dix volumes. — Mais les yeux, usés, n'en pouvaient plus ; peu à peu la cellule s'obscurcissait ; bientôt ce fut la nuit. Dans les ténèbres il poursuivit sa tâche, grâce à la compagne qui recueillait pour lui les textes, les lui lisait et relisait, écrivait sous sa dictée : quand venait l'histoire d'une guerre, on étalait devant lui la carte, on guidait ses doigts de position en position, et alors, comme s'il eût assisté au drame, ou plutôt comme s'il y prenait part, le vieillard au corps à demi glacé, à l'âme de feu, faisait passer dans son récit le souffle enflammé des batailles. — Mais l'heure avait sonné, sonné depuis longtemps ; et voici qu'après avoir d'année en année prorogé l'échéance, la mort frappait à la porte des coups de plus en plus impatients. Sous l'étreinte de la mort il travailla encore ; il acheva l'avant-dernier volume ; il écrivit les diverses parties du dernier : alors, souriant à l'œuvre accomplie, il s'abandonna, selon ses propres paroles, à celle qui venait le chercher pour le conduire où il était bon qu'il allât.

C'était le 20 août 1913, à Saint-Gervais. Dans son esprit plus que jamais lucide, quelle vision surgit au dernier instant ? Détaché du présent

depuis bien des années, il avait paru, de loin en loin, lire distinctement dans l'avenir. Trente ans avant la bataille de la Marne, il écrivait : « C'est la Prusse qui a provoqué Napoléon III : qui vous dit qu'elle ne provoquera pas la République ? Il y a un petit village, dans les plaines de Champagne, qui donnera son nom à la victoire par laquelle Sedan sera effacé. » Trois mois avant sa mort, il insistait pour qu'on fabriquât des canons. Que vit-il à l'heure suprême ? La guerre qui devait éclater douze mois plus tard, la guerre qui, à ce moment même, se décidait entre Berlin et Vienne dans des conversations scélérates, le drame dont 1870 n'avait été que le prologue, la victoire jour et nuit rêvée pour la patrie qu'il aimait passionnément, découvrit-il quelque chose de tout cela dans un éclair révélateur ? Je ne sais ; mais après avoir commencé, sans avoir pu aller jusqu'au bout, la phrase où il déclarait mourir dans les convictions de toute sa vie, après avoir essayé en vain de prononcer les noms de ses enfants, tout à coup, se soulevant et brisant l'obstacle, il cria : « Les soldats ! Les soldats ! » Puis il retomba, sans connaissance. Une demi-heure après, il avait cessé de vivre.

De la demeure de la Moutte part une allée de palmiers qui se dirige vers la mer en traversant les vignes et les bois. Les palmiers s'abaissent et viennent se perdre parmi les pins qui bientôt font place aux cyprès, signes avant-coureurs d'un tom-

beau. Brusquement l'horizon se découvre ; on est sur un rocher très bas, dans la baie largement ouverte qui s'étend du cap de Saint-Tropez à la pointe de Camarat. Devant soi, la mer ; à droite et à gauche, les forêts qui descendent jusqu'au rivage et dessinent d'une épaisse ligne verte le bord de la nappe bleue ; si loin que porte le regard, nulle habitation n'apparaît. Unique, inattendu, le rocher avance, comme pour recevoir quelqu'un. On a jeté sur lui quatre blocs de granit, et sur l'un d'eux on a gravé, avec le nom d'Ollivier, l'inscription qu'il avait choisie : *Magna quies in magna spe*, « un grand repos dans une grande espérance ». Là, presque au ras des flots, Ollivier dort, isolé dans la mort comme il le fut dans la vie. C'est là que, venu tout droit de Paris en pieux pèlerinage, j'arrivai très las un soir de cet hiver, alors que les lames déferlaient au souffle d'une forte brise et que, dans cet état d'assoupissement où la pensée se distingue à peine des choses, je n'aurais pu dire si la voix qui semblait parler à la tombe était celle du vent, de la vague, ou du rêve. Trois fois elle caressa la pierre, et trois fois elle cueillit en passant les mots que je venais d'y lire :

« Un grand repos dans une grande espérance !
 Quand Dante, le poète qui te fut cher, décrivit le supplice des damnés, il les montra plongés dans le sang et la boue, écrasés sous le plomb, broyés dans la triple bouche de Lucifer. Il n'avait pas pensé au tourment d'un fils que poursuivrait

l'image de sa mère, d'une mère adorée qui croirait avoir reçu de lui un coup mortel. Ce tourment fut le tien. Tu l'enduras pendant quarante-trois ans. Dors en paix, tu as mérité le grand repos.

« Dans ton grand repos suis ta grande espérance. Je sais ce que tu espéras, et comment, après vingt-cinq ans de silence, tu ne te décidas à parler que pour dire à la jeunesse : « Non, la France ne « décline pas ; elle sommeille afin de reprendre « des forces... Et, en attendant qu'elle se relève « et reprenne son pas de déesse, les peuples, « étonnés de ne plus la voir marchant à leur tête, « se demandent entre eux pourquoi dans le monde « il y a tant de nuit. » Tu ne te trompais pas. La nuit s'est dissipée. Où l'ennemi avait cru apercevoir chez nous les dernières lueurs d'un crépuscule, c'étaient les feux bientôt resplendissants d'une aurore. Dans ton grand repos s'accomplit ta grande espérance.

« Mais écoute : un murmure d'admiration court le long de la terre. Mais regarde : pour saluer un peuple, les peuples nobles se lèvent. Victime aux deux plaies saignantes, la France servit jadis à démasquer les puissances d'oppression et de haine. Redressée dans un sublime effort, elle a brisé l'élan du démon et sauvé le monde. Elle sera toujours le droit. Elle est devenue aussi la force. Par le souffle divin qui l'anime, elle est vie et résurrection. Sors de ton repos, pour voir ce qui passe ton espérance ! »

RÉPONSE
DE
M. RENÉ DOUMIC

MONSIEUR,

Pour votre entrée parmi nous, vous débutez par une bonne action. Ce discours, d'une ardeur si généreuse et d'une logique si pressante, où vous en appelez d'une longue injustice, c'est pour M. Émile Ollivier le jugement de la postérité qui commence. Aussi bien, la cruelle leçon que nous vivons aujourd'hui nous aide à mesurer avec plus d'équité la part qui lui revient dans les plus tragiques événements de notre histoire d'hier. Après la guerre de 1870, meurtris par nos désastres, nous avons voulu trouver un responsable à nos maux, et, avec cette manie que nous avons toujours de nous accuser nous-mêmes, nous l'avons cherché parmi nous. C'est ailleurs qu'il était. Nous ne pouvons plus en douter maintenant : 1914 éclaire 1870. Dans l'un et l'autre cas, la guerre eût-elle pu être retardée? Elle n'aurait pas été évitée, parce que l'un des deux adversaires, et ce

n'est pas la France, la voulait et s'y acheminait sûrement par tous les efforts d'une patiente, sournoise et méthodique préparation. Rendons enfin à chacun ce qui lui appartient. Que ce soit en 1870 ou que ce soit en 1914, — nous pouvons le dire puisque nous en avons le monde entier pour témoin, — si le plus meurtrier des fléaux a été déchainé, oui, il y a un responsable, et qui en portera devant l'histoire l'entière responsabilité, et cet auteur responsable de la plus terrible catastrophe qui se soit encore abattue sur l'humanité, c'est l'Allemagne.

Succédant ici à celui qui fut la première victime de la guerre franco-allemande, il se trouve, monsieur, que, le jour où vous avez à parler de lui, nous sommes de nouveau, et depuis plus de quarante mois, en guerre avec les Allemands. Quel retour des choses et dont il n'est pas besoin d'être un philosophe tel que vous pour comprendre le sens et la portée ! Quelle illustration de ce qu'on a appelé les recommencements de l'histoire ! Même agression brutale, même duplicité, même sauvagerie, tout ce qui d'une guerre à l'autre est resté le même — et que nous avons oublié ! Mais si l'histoire se recommence toujours, c'est à condition de changer sans cesse. Même débordement de nos frontières par des multitudes innombrables qui déjà déferlaient sur Paris. Mais cette fois le génie de la race veillait. Il avait marqué la ligne où les Français devaient, plutôt que de reculer,

se faire tuer. Il inspirait au chef qui commande, aux généraux qui exécutent, aux soldats qui combattent, une âme de victoire. Et ce fut la Marne!

Ah! monsieur, de quelle émotion qu'aucuns mots ne peuvent rendre, tressaillirent ceux qui, pour premiers souvenirs, portent en eux des tableaux de France en deuil! J'en puis parler, pour vous comme pour moi, puisque votre enfance et la mienne ont été mêlées, et qu'avant de devenir votre confrère j'ai été votre camarade, en des temps très anciens où certainement je ne vous appelais pas : « Monsieur ». Le hasard passe pour avoir quelquefois de l'esprit ; le hasard académique en a sûrement : il s'est amusé à choisir, pour vous accueillir ici, celui de nous tous qui vous connaît depuis le plus longtemps, et qui pouvait donc parler de vous avec l'intimité la plus renseignée — et la plus indiscreète... Tant pis pour vous, monsieur, je dirai tout!

Car je me souviens très bien de notre première rencontre, au lycée Condorcet... S'appelait-il, en cette année 1875, Condorcet ou Fontanes, Fontanes ou Condorcet? Enfin, c'était le lycée Bonaparte... Vous étiez déjà célèbre. Vous avez toujours été célèbre. Et vous savez comment, avec quelle intense curiosité, on regarde, la première fois qu'on l'aperçoit, un homme ou même un enfant célèbre : l'image est gravée à jamais dans la mémoire. Je revois le frère adolescent que vous étiez alors : une taille mince, gracile, un

peu vacillante, un charme délicat de blond, car d'épais cheveux blonds, tirant un peu sur le roux, se partageaient alors sur votre front en masses soigneusement symétriques. Le front, c'était ce qui frappait en vous : un front large, bombé, et que je qualifierais presque d'énorme en le comparant au bas du visage affiné et menu. Sous l'arcade de ce vaste front, des yeux un peu étonnés, avec ce regard qu'on remarque aux hommes de pensée méditative et qui ne trompe pas, ce regard voilé, retiré, replié, et tourné vers le dedans. Beaucoup de sérieux accompagné de beaucoup de bonne grâce, une gravité souriante, une simplicité qui n'était pas cherchée, une modestie qui n'était pas affectée, et de si bonnes manières ! Vous parliez peu, d'une voix claire et posée, plein de déférence pour l'avis de votre interlocuteur, surtout quand vous lui prouviez, de votre petite manière tranquille et de votre petit air de n'y pas toucher, que cet avis était absurde. On n'avait jamais vu un collégien si poli. Cela faisait que nous vous sentions un peu différent de nous et non pas distant, — vous ne l'étiez pas, vous ne l'avez jamais été, — mais plutôt séparé et distingué. De toute votre personne se dégageait une séduction singulière : c'était un charme discret et même un peu secret... Est-ce une illusion ? Il me semble, monsieur, que vous n'avez pas trop changé, et que le portrait est encore reconnaissable, et qu'à quelques détails près qui sont l'œuvre inévi-

table du temps, on retrouve le Bergson d'autrefois dans le Bergson d'aujourd'hui.

A l'époque où je vous ai connu, vous veniez de remporter le prix d'honneur de rhétorique au Concours général. Car vous avez été un brillant rhétoricien. Vous avez eu des prix, beaucoup de prix, et de discours latin ! Je le dis à dessein, puisque ce vieux mot de rhétorique est maintenant si décrié qu'on n'ose plus le prononcer, et puisque l'antique Concours général a cédé sous l'effort de ceux qui n'y étaient pas récompensés, et qui, de toute évidence, étaient la majorité. Et j'espère bien qu'elle non plus, cette condamnation ne sera pas sans appel et que nous verrons après la guerre les études classiques rétablies dans leur bienfaisante dignité. Des études qui ont formé, après tant d'autres, un Bergson, ont fait leurs preuves. Elles sont les gardiennes de cette culture française qu'elles défendent contre la Kultur. Elles font partie du patrimoine national et il faudra bien, pour tant de sacrifices, que le patrimoine français nous soit rendu tout entier.

Vous, monsieur, vous leur êtes resté toujours reconnaissant. Vous savez ce que vous devez aux maîtres de votre jeunesse. Quels savants maîtres et quels maîtres charmants ! En rhétorique, Maxime Gaucher, qui avait tant d'esprit ! Avec lui la classe n'était guère qu'une longue causerie à bâtons rompus et à robe déboutonnée, — les professeurs s'étaient remis à porter la robe en ce

temps-là ; — mais nous en sortions à jamais gagnés à la cause de ces bonnes lettres qu'on nous avait appris à aimer. En philosophie, Benjamin Aubé, disert, artiste, et qui parlait si joliment de médailles anciennes, le moins systématique des hommes et qui se fût reproché de faire peser l'ombre d'un joug sur l'indépendance de votre esprit. Nul pédantisme chez ces grands lettrés ; mais le meilleur pédantisme n'est-il pas le pédantisme des illettrés ?

A si bonne école, vous voilà en train de devenir un parfait humaniste. Or vous ne réussissiez pas moins bien dans les sciences. Même il semblait que les dispositions les plus heureuses, l'inclination la plus marquée de votre nature vous portât de ce côté. Vous faisiez d'excellente philosophie à la sueur de votre front et de meilleures mathématiques en gardant le sourire. Les problèmes scientifiques les plus ardues, vous les résolviez en vous jouant. Comment faisiez-vous, monsieur ? Mais sans doute vous ne le saviez pas vous-même : vous aviez le don. Vous étiez encore sur les bancs du collège et vos travaux fixaient déjà l'attention des spécialistes ! Ainsi deux routes s'ouvraient devant vous ; un drame était dans l'air : il ne manqua pas d'éclater. Sciences et philosophie luttaient à qui l'emporterait auprès de vous : c'étaient les sciences qui y mettaient le plus d'ardeur et le plus d'âpreté. Vous n'avez jamais oublié de quel ton votre professeur de mathématiques,

M. Desboves, vous détournait de suivre le chemin fleuri de la philosophie, et de quelles catastrophes il vous menaçait si par malheur vous vous laissiez aller à mal tourner. « Ce serait, gémissait-il, un acte de folie ! Vous manquerez votre vocation ! » Vaines menaces ! Ce fut la philosophie qui l'emporta : l'acte de folie fut accompli... Il ne semble pas que vous ayez beaucoup à vous en repentir... Et pourtant ! M. Desboves était si convaincu, si sûr de ne pas se tromper ! Ah ! monsieur, si, en effet, il ne s'était pas trompé, et s'il était vrai que vous n'eussiez fait jusqu'ici que manquer votre vocation !

Le sort en est jeté. Vous entrez à l'École normale, dans la section des lettres, et votre étoile veut que vous y rencontriez les deux guides les plus sûrs pour un futur philosophe, et d'ailleurs les plus différents : l'un, cet incomparable historien de la philosophie, qui excelle à répandre, à travers tous les systèmes, la clarté de sa lumineuse intelligence, votre confrère et votre ami d'aujourd'hui, M. Émile Boutroux ; l'autre, ce doux, ce tendre, ce mystique Ollé-Laprune, belle âme devant Dieu en qui il croyait.

A l'École normale, je vous retrouve tel que je vous ai connu au lycée. Toujours la même réserve et le même air un peu « demoiselle ». Pour mieux vous appartenir et mettre à l'abri votre méditation, vous aviez choisi le poste d'élève bibliothécaire. Vous passiez vos journées dans cette riche

bibliothèque de la rue d'Ulm, parmi les trésors du savoir humain. A part une heure ou deux, où vos camarades venaient faire leur provision de lecture, c'était le calme, le silence propice à qui veut écouter le rythme de la vie intérieure. Vous habitiez un coin retiré de la cité des livres, où bien souvent je vous ai vu studieusement penché sur votre petite table, dans l'encadrement d'une haute fenêtre; parfois, fatigué de lire, vous releviez la tête; votre rêverie errait un instant sur une charmille qu'on apercevait encore dans ce vieux quartier de Paris, et puis montait lentement vers un grand morceau de ciel.

Votre temps d'école terminé, vous passez l'agrégation de philosophie, et vous quittez Paris pour aller enseigner en province. Vous voici à Clermont-Ferrand. Une crise de pensée vous y attendait, celle même d'où allait sortir votre philosophie : il faut, monsieur, nous y arrêter. Il est, nul ne le sait mieux que vous, sur le chemin que suivent les idées toujours en marche, certaines étapes qui nous apparaissent encadrées dans un décor particulier. Il est des « paysages intellectuels », des « maisons du philosophe », endroits privilégiés qui restent tout imprégnés de pensée, parce que, là, une certaine année, un certain jour, un chercheur de vérité a pris conscience de lui-même et clairement aperçu la part du trésor qu'il avait reçu mission de nous apporter. Tel ce « poêle » d'Allemagne où s'était enfermé Descartes pour sou-

mettre toutes les notions qu'il avait reçues à un doute méthodique et faire dans son esprit la table rase. Pour vous ce fut cette paisible et austère ville d'Auvergne, où vous retrouviez à chaque pas le souvenir d'un autre philosophe français, le grand souvenir de Pascal.

Pour comprendre ce qui alors se passa en vous, il faut se rappeler quelles idées régnaient dans ce monde de la pensée où vous veniez d'entrer. Un mouvement, depuis longtemps commencé, atteignait à ses extrêmes résultats. Sur les ruines d'un spiritualisme mal défendu s'était établie une doctrine qui prétendait ne relever que de la science et n'admettre d'autres lois que celles du monde matériel. Les temps semblaient venus de l'universelle nécessité. Des sphères philosophiques la fâcheuse influence s'était partout propagée, et la littérature nous en rapportait l'écho désolant. Vous vous rappelez cet étalage de réalité basse, cette affectation de morne désespérance, ce défi jeté à toutes les formes de l'idéal, ce dégoût de vivre et d'agir. Une vague de découragement passait sur la France d'alors : j'ai toujours soupçonné que le souffle froid de la défaite l'avait jetée sur nous, car tout se tient, et ce n'est pas seulement la fortune des armes qui est engagée sur les champs de bataille, c'est aussi bien l'avenir de la pensée.

Or, monsieur, cet esprit du siècle avait pénétré en vous profondément. Les sciences avaient toutes vos complaisances. La jeunesse va volontiers aux

extrêmes : votre jeunesse à vous allait jusqu'au matérialisme. Un jour, à l'École normale, apercevant par terre des livres de la bibliothèque, un de vos maîtres, celui que Sainte-Beuve appelait le « spirituel voltairien » Goumy, se tourna vers vous et, avec indignation : « Monsieur Bergson, voyez ces livres qui traînent à terre. Votre âme de bibliothécaire doit en souffrir ! » Alors, toute la promotion de s'écrier : « Il n'a pas d'âme ! » Vous n'aviez pas d'âme à cette époque-là et vous ne souffriez pas de n'en pas avoir. L'âme, vous ne l'aviez jamais rencontrée ni au terme de vos spéculations personnelles, ni au cours de vos lectures chez vos auteurs préférés. Votre modèle était Herbert Spencer dont l'ardent positivisme vous paraissait un peu tiède. Vous vous proposiez, pour le compléter, d'approfondir certaines notions de mécanique, dont il a parlé sans une compétence suffisante dans ses *Premiers Principes*. Donc, vous reprenez cette partie de son travail, et vous analysez une des idées premières de la philosophie, l'idée de Temps. Quelle n'est pas votre surprise de constater que ce qu'en a dit Spencer ne supporte pas l'examen ! La notion de Temps, telle qu'on la conçoit dans cette philosophie mécaniste, est une notion déformée, matérialisée, confondue avec celle d'Espace, et n'a rien de commun avec la durée réelle, telle que nous la percevons à l'intérieur de nous-mêmes. Votre foi est ébranlée. Vous voulez pousser plus avant votre enquête. Une

étude s'impose à vous, que vous aviez jusque-là négligée, et peut-être dédaignée, celle de la psychologie. Une fois engagé dans cet ordre des faits de conscience, vous y rencontrez le phénomène de la liberté, qui va être la pierre angulaire de votre propre philosophie, et auquel vous consacrerez votre thèse de doctorat, l'*Essai sur les données immédiates de la conscience*. Désormais, votre évolution est accomplie : vous étiez parti d'un point et vous arrivez au point opposé. Dirai-je que vous brûlez ce que vous aviez adoré ? Non. Car en affranchissant la philosophie de la domination qu'y exerçaient indûment les sciences, vous n'avez rien renié de votre éducation scientifique. Tout au contraire. Vous saviez mieux les sciences que les philosophes vos prédécesseurs : c'est pour cela que vous en avez mieux reconnu le domaine et marqué les limites. Au lieu qu'ils n'en avaient qu'une teinture superficielle, vous en aviez, vous, la longue pratique et la familiarité. C'est votre connaissance approfondie des sciences qui vous a permis de délivrer la philosophie d'un joug qui n'avait de la science que l'apparence, et cela pour le plus grand honneur et le plus grand bien, non pas seulement de la philosophie, mais de la science elle-même.

Vous étiez déjà tout entier dans votre premier livre. Ceux qui suivront : *Matière et Mémoire*, *l'Évolution créatrice*, sans en excepter *le Rire*, nous feront assister au développement harmo-

nieux d'une pensée en complet accord avec elle-même. Je voudrais indiquer tout au moins l'impression qu'on éprouve quand on pénètre dans votre œuvre pour la première fois. Un de vos meilleurs commentateurs, M. Édouard Le Roy, la compare à une soudaine révélation ; le voile interposé entre le réel et nous tombe comme par enchantement : des profondeurs de lumière, jusquelà insoupçonnées, se découvrent. « Tout ce que l'on pensait déjà connaître en est renouvelé, rajeuni, comme par une clarté de matin ¹. » Ce voile étendu entre le réel et nous, il a été tissé par l'expérience accumulée pendant des millénaires, par le contact avec la matière, par les exigences de la vie sociale, par les habitudes du langage. Les idées générales, les catégories de l'entendement, les souvenirs, les mots, tout cela demeure en nous fixé, figé, durci, immobilisé, et traîne à la surface de notre conscience, « comme ces feuilles mortes qui surnagent à la surface d'un étang ». C'est tout cela qu'il faut, d'après vous, écarter pour apercevoir, par un effort d'intuition directe, la réalité telle qu'elle nous est donnée immédiatement. Cette réalité, il faut nous la représenter non pas sous une forme fixe, dans un contour précis, mais comme un mouvement continu, un perpétuel changement, un écoulement ininterrompu, un flux, un jaillissement qui

1. Édouard Le Roy, *Une philosophie nouvelle*. — *Passim*. — Je dois beaucoup à cette remarquable étude sur la philosophie bergsonienne.

jamais ne s'arrête. Les anciens disaient qu'on ne se baigne pas deux fois dans l'eau du même fleuve : vous diriez de ce fleuve de la conscience, qu'à l'instant où l'on s'y baigne il n'est déjà plus le même, car il n'a pas cessé de couler. Ainsi, prise en son essence, la vie consiste dans le mouvement de la vie, dans « l'élan vital » ; toute vie est changement, évolution, création, « évolution créatrice ».

Concevoir cette réalité mouvante, fuyante, impalpable, insaisissable, n'est déjà pas chose très aisée ; mais comment l'exprimer par des mots ? L'exprimer ? cela est impossible : le seul fait de lui appliquer les formes du langage, reviendrait à l'immobiliser, partant à la détruire. On ne peut que la suggérer, par des images qui sont elles-mêmes de vivants symboles. C'est à quoi servent ces métaphores semées dans votre style et qui en sont la particularité probablement la plus significative. Car elles n'y sont pas comme une parure et comme des ornements surajoutés : elles en font partie intégrante. Elles sont une nécessité de votre méthode. Par là votre philosophie redevient un art et rejoint la poésie. Mais n'en a-t-il pas été toujours ainsi, depuis Platon ravi dans la contemplation des Idées pures, jusqu'à Pascal effrayé par le silence éternel des espaces infinis ?

Et voilà, monsieur, ce qui, à mon avis, caractérise votre manière : le mélange de la rigueur scientifique avec la puissance d'évocation poétique. Vous

commencez par l'exposé le plus renseigné et le plus sévère des données actuellement dues aux sciences naturelles, physiques, mathématiques ; vous continuez par une discussion de la plus subtile dialectique ; et ce sont, au terme de l'étude, des pages d'un éclat, en quelque sorte diffus, éclairées, dirait-on, par l'intérieur, qui séduisent l'imagination après que la raison est déjà conquise : ainsi votre philosophie s'adresse à l'homme tout entier.

Je dois ici me borner à l'essentiel, c'est-à-dire à indiquer vos conclusions. Pour ce qui est d'abord de cette liberté, dont le problème vous a sollicité avant tout autre, vous tenez qu'elle est l'expression complète de notre personne, qu'elle apparaît, non dans les actes indifférents, mais dans les grands choix solennels qui engagent notre vie, et qu'elle est chose rare, profonde et lourde de tout notre passé. « Nous sommes libres, dites-vous, quand nos actes émanent de notre personnalité entière, quand ils l'expriment, quand ils ont avec elle cette indéfinissable ressemblance qu'on trouve parfois entre l'œuvre et l'artiste. » Vous faites donc de l'homme un être libre et maître de ses actes ; mais vous n'avez garde pour cela de l'isoler dans la nature qui est, elle, le domaine de l'inertie et le siège de la nécessité. Isolé ? non, mais en lutte : la liberté est justement le triomphe de la lutte que l'homme, depuis toujours, soutient contre la nature, et en quoi réside sa noblesse. « La vie, expliquez-

vous, est un immense effort tenté par la pensée pour obtenir de la matière quelque chose que la matière ne voudrait pas lui donner. » Et voici en quels termes vous définissez la place assignée à l'homme parmi l'ensemble des êtres et au-dessus d'eux : « Comme le plus petit grain de poussière est solidaire de notre système solaire tout entier, entraîné avec lui dans ce mouvement indivisé de descente qui est la matérialité même, ainsi tous les êtres organisés, du plus humble au plus élevé, depuis les premières origines de la vie jusqu'au temps où nous sommes, et dans tous les lieux comme dans tous les temps, ne font que rendre sensible aux yeux une impulsion unique, inverse du mouvement de la matière et, en elle-même, indivisible. Tous les vivants se tiennent et tous cèdent à la même formidable poussée. L'animal prend son point d'appui sur la plante, l'homme chevauche sur l'animalité et l'humanité entière, dans l'espace et dans le temps, est une immense armée qui galope à côté de chacun de nous, en avant et en arrière de nous, dans une charge entraînant, capable de culbuter toutes les résistances et de franchir bien des obstacles, même peut-être la mort. » Magnifique vue d'ensemble, qui ne se borne pas à embrasser toute la nature dans son immensité, toute la chaîne des êtres dans sa continuité, toute la suite des siècles dans leur multiplicité innombrable, mais qui s'étend jusqu'à l'au-delà pour y projeter des lueurs mystérieuses.

C'est sur elle que se ferme votre dernier livre, — je ne dis pas : c'est sur cette conclusion que s'arrête votre pensée ; car avec vous il n'y a jamais rien d'arrêté, tout est toujours en mouvement. Et c'est pourquoi, vous devant déjà beaucoup, nous nous en promettons plus encore. Nous aimons à nous souvenir que le mouvement qui entraîne votre pensée est celui d'une continuelle ascension. Je sens comme un frémissement d'attente autour de ce « peut-être » qui semble un défi jeté à la mort.

Ce que fut votre philosophie, au moment où elle se produisit ? Une libération. Aussi, dès que commença à se répandre la bonne nouvelle, on vit accourir tous ceux qui avaient souffert de la longue oppression, tous ceux qui en avaient assez de courber la tête. Une énorme affluence entoura votre chaire, et bientôt votre cours du Collège de France renouvela les époques fameuses de notre haut enseignement, ces grands cours qui attiraient naguère l'élite tout entière du public lettré. Aux spécialistes qui seuls peuvent mesurer toute l'originalité de votre pensée, se joignent, pour vous entendre, tous ceux qui appartiennent à la société cultivée, tous ceux et toutes *celles*, car les femmes se pressent à vos cours, — et je leur en fais mon plus sincère compliment. C'a été de tout temps l'honneur des femmes françaises de s'intéresser aux plus hautes questions, d'en comprendre une partie avec leur esprit et de deviner le reste avec leur cœur, et de n'être pour cela ni moins char-

mantes ni moins modestes. Et c'est aussi bien le caractère d'un enseignement vraiment français, de ne pas s'isoler, de ne pas s'enfermer dans l'ombre de doctes séminaires, mais d'entrer en contact avec l'âme du pays, et d'apporter son tribut au large courant de la vie nationale.

Tel est le succès de votre parole, monsieur, qu'il est déjà entré dans la légende. Mille bruits en courent à votre honneur. On conte que deux Américaines, — dans ces cas-là, ce sont toujours des Américaines, — firent le voyage de Paris tout exprès pour aller en Bergson. On était, quand elles débarquèrent, en plein mois d'août, et comme on leur faisait observer que ce n'est pas la coutume chez nous d'enseigner pendant la canicule, elles voulurent n'avoir pas traversé pour rien l'Atlantique et exigèrent qu'on leur montrât du moins la salle où se faisaient vos cours ; et ainsi, n'ayant pu vous entendre, elles furent un peu consolées, pour avoir vu la salle où d'autres vous avaient entendu... L'anecdote est-elle exacte ? Certainement non. Et c'est ce qu'elle a d'intéressant : elle prend une valeur de symbole... Je me hâte de dire qu'il n'est pas de succès plus légitime que le vôtre, car vous ne l'avez pas cherché et vous n'y avez pas fait de concessions. Rien dans votre enseignement qui soit pour l'effet. Vous donnez à votre auditoire ce spectacle grave, émouvant, d'une pensée qui se crée devant lui et cherche, pour s'exprimer, au lieu de ces habits de confection que sont les formules con-

venues, un vêtement fait à sa mesure, souple et se modelant sur elle. On a donné bien des raisons de ce beau succès : l'agrément de vos déductions subtiles, et l'attrait de votre parole fluide, et cette saveur que trouvent les délicats à un plaisir difficile, et jusqu'au charme de votre personne. Il y a un peu de tout cela dans le prestige que vous exercez, mais un peu seulement : la vraie raison est tout autre, plus profonde et plus simple. Pour attirer si violemment les âmes, il ne suffit pas de la chaîne d'or d'une parole séduisante, il faut ce souffle de nouveauté qui soulève pour un temps le voile du mystère et apporte à l'humanité inquiète le rafraîchissement des grandes espérances.

J'approuve tous vos auditeurs ; mais il est parmi eux un groupe que je tiens à distinguer tout particulièrement, celui des jeunes gens. C'est dans leurs rangs que vous avez trouvé vos plus fervents admirateurs. Disciples groupés autour de vous, ils venaient puiser à la source de votre enseignement les idées qu'ils répandaient ensuite dans leurs propres ouvrages. Ainsi votre influence s'étendait partout : dans la littérature, dans les sciences sociales et jusque dans les sciences. Pas un de vos cours où l'on n'aperçût, dans son éternel capuchon de ratine bleue qui lui donnait l'air d'un écolier de la rue du Fouarre, ce généreux Charles Péguy, qui lui-même était un des guides suivis par la meilleure jeunesse. Cette jeunesse qui vous écoutait et que

vous écoutiez à votre tour, lorsqu'elle venait se confier à vous sous votre toit hospitalier, vous la connaissiez, vous saviez ce qu'un jour on pourrait attendre d'elle. J'en ai pour garant une conversation qui m'a été rapportée par celui qui fut ce jour-là votre interlocuteur. C'était un jour d'orage et c'était très peu de temps avant la guerre. Vous étiez dans votre jardin d'Auteuil, Edmond Rostand était auprès de vous. Tous deux, le poète dont les vers inspirés ont réveillé notre tradition chevaleresque et guerrière et le philosophe qui a réveillé notre tradition intellectuelle, vous regardiez les nuages qui s'accumulaient sur vos têtes et vous écoutiez dans vos cœurs ces angoisses que nous connaissons tous, pour les avoir tous éprouvées à la même heure. Pourquoi en effet ne pas en convenir ? Il y a toujours, dans la vie collective d'une nation, une part d'inconnu ; nous savions avec quel art diabolique nos ennemis avaient travaillé à propager parmi nous les doctrines qui dépriment les individus et qui désarment les peuples. Qu'advierait-il, à l'heure de la crise ? Soudain, une flamme s'alluma dans vos yeux, et il sembla que votre regard se fixât sur une vision déjà plus qu'à demi réelle. « Cette heure, disiez-vous, la France ne saurait la redouter : au premier appel des armes, tous les fantômes s'évanouiront, balayés par le grand vent du patriotisme ! »

Merci, monsieur, pour n'avoir pas douté de cette jeunesse, que vous aviez aidée à reprendre con-

science d'elle-même. Elle avait bien senti qu'en vous suivant elle rentrait dans la grande voie, la voie droite de la pensée française. Votre philosophie est action, liberté, création : c'est cela même la manière de chez nous ! Votre méthode, c'est l'observation intérieure et c'est le bon sens contrôlé par la science. Ainsi vous rejoignez le maître de notre psychologie moderne, Maine de Biran, et à travers lui nos écrivains du xvii^e siècle qui ont tous été, comme on disait alors, des moralistes, c'est-à-dire des peintres de nos mœurs et des analystes de notre cœur. Et par là, vous nous avez rendu un service éminent. Ce n'est pas seulement parmi nous, en effet, c'est aussi bien hors de France, que l'influence de votre philosophie s'est répandue. On ferait une bibliothèque avec les ouvrages consacrés dans toutes les langues à l'exposé de vos doctrines... Quand je dis « dans toutes les langues », ce n'est pas tout à fait exact, car on vous a traduit et commenté en allemand comme en anglais, en suédois, en norvégien et en danois, et aussi en japonais, et même en arabe : on ne vous a pas encore traduit en chinois. Sans doute ce n'est qu'un retard ; il est assez admissible après tout que la Chine soit un peu en retard, et je suis bien sûr que l'heure viendra de cette chinoiserie... En fait, dans toutes les Universités, dans tous les centres d'études, partout où il y a des hommes qui pensent, on étudie votre pensée, et on l'adopte ou on la combat, mais elle ne laisse personne indifférent, elle est

une des forces qui agissent dans l'univers intellectuel. C'est cela qui est considérable. Avant vous, nous étions sous l'influence de la pensée étrangère et les plus illustres de nos philosophes en étaient tout imprégnés ; grâce à vous, la situation a été retournée, les rôles ont été changés : c'est de nous maintenant que vient la direction. Grâce à vous la pensée française a recommencé de tenir le rang où un Descartes l'avait haussée, et de remplir, à l'avant-garde du monde pensant, sa fonction de conductrice.

Quel bien il en revient à notre pays, nous l'avons clairement vu au cours de cette longue guerre. Ne craignez rien : je n'aurai pas le mauvais goût de vous louer pour la netteté avec laquelle s'est, dès les premières heures, affirmé votre patriotisme, et je ne vous ferai pas un mérite d'avoir été l'un des premiers à trouver les mots qu'il fallait pour flétrir la barbarie allemande. Mais ce qu'on peut dire quand il s'agit d'un homme tel que vous, dont l'opinion fait autorité devant le tribunal de toutes les nations, qui la savent réfléchie et mesurée, c'est qu'il n'y a pas une nation, — et je n'excepte pas l'Allemagne, — où l'impression n'ait été profonde à vous entendre qualifier les méthodes de guerre allemandes d'un mot qui restera : « une régression à l'état sauvage. » Cette guerre, où l'on n'a voulu voir que le triomphe du machinisme, est, par un autre de ses aspects, une guerre d'opinion. Aussi, est-il pour nous de la première importance qu'il

n'y ait presque pas un pays où ne se trouve un centre de philosophie bergsonienne, c'est-à-dire un foyer d'influence française. Plusieurs fois pendant la guerre, vous êtes allé porter la parole devant ces amis de votre pensée, dans l'espoir qu'ils deviendraient des amis de votre pays. Et vous vous trouviez justement en Amérique au moment où ce grand honnête homme qu'est le Président Wilson arrivait au terme du long débat de conscience qui devait le ranger aux côtés des Alliés. L'Amérique, dans cette décision qui marque une étape si importante de son histoire, n'a pris conseil que d'elle-même. Il reste que vous avez été pour nous auprès d'elle un bon missionnaire. Et c'est, je pense, à l'heure qu'il est, votre plus grande fierté d'avoir, en temps de guerre, par les moyens dont vous disposiez, bien servi la France.

Cette France qu'on aime passionnément, ne pouvoir plus la servir, sentir en soi désormais inutiles des forces restées intactes, une intelligence élargie, une éloquence qui voudrait jaillir et se répandre au dehors, savoir qu'on est pour toujours écarté des affaires et qu'on n'aura plus de part à la direction du pays, pour un homme d'État, monsieur, quelle souffrance ! Ce fut celle que connut, pendant toute la dernière partie de sa vie, l'illustre orateur auquel vous succédez. Nous avons été, vous et moi qu'il honorait de son amitié, les témoins de sa vieillesse ; nous pouvons attester,

et nous le devons, qu'elle fut un admirable exemple de dignité dans l'infortune. Jamais une plainte, jamais un mot de révolte ou d'amertume. C'est Lamartine qui disait : « On pourrait presser mon cœur comme une éponge, on n'en ferait pas sortir une goutte de fiel. » Ainsi en était-il pour M. Émile Ollivier. Ce n'est pas sans intention que je réunis ces deux noms et que je rapproche ces deux figures. L'un et l'autre, le poète et l'orateur, ont été pareillement des exemplaires choisis de l'humanité, comblés des mêmes dons, parés des mêmes vertus, épris du même idéal, attirés vers les mêmes chimères ; et tous deux ont connu tour à tour les enivrements d'une immense popularité et l'immense tristesse de l'abandon. Ces destinées, brisées un certain jour et sur qui le malheur a étendu l'ombre où désormais elles cheminent, ont une sorte de beauté tragique devant laquelle s'arrête le philosophe, pour y contempler dans une frappante image les deux extrêmes de l'humaine condition.

Après la large étude que vous venez de consacrer à la carrière publique de M. Émile Ollivier, vous ne m'avez laissé, monsieur, qu'à glaner. Vous avez fait le portrait d'histoire : je ne puis qu'y ajouter çà et là certaines touches plus intimes. Quelques-unes des meilleures joies de son existence finissante, M. Émile Ollivier les a dues à notre Compagnie. Il ne manquait jamais, quand il était à Paris, de venir à nos séances. Il arrivait un peu courbé par l'âge, d'une démarche que sa

demi-cécité rendait hésitante, et d'abord on n'avait devant soi qu'un très vieil homme aux traits amincis et creusés, au visage pâle qu'entourait une neige de favoris et de cheveux blancs. On s'approchait, on se nommait. Alors un sourire, le plus accueillant, le plus avenant, le plus souriant qui se puisse imaginer, éclairait le visage soudain transfiguré de M. Émile Ollivier, et c'était comme il arrive, dans son Midi natal, lorsqu'un rayon de soleil dore la campagne et nous révèle la secrète beauté des choses. Ce qui venait d'affleurer dans ce sourire, c'était l'exquise bonté d'une nature toute spontanée, la droiture d'un esprit sans détours, la candeur d'une âme transparente.

Il prenait à nos discussions une large part et même qui dépassait un peu la mesure accoutumée. Vous vous en apercevrez, monsieur : dans notre Compagnie on n'est pas très discoureur, hors les jours de séance solennelle. Dans les séances ordinaires, nous évitons de retenir sur nous trop longtemps l'attention de nos confrères, si bienveillante qu'elle soit toujours. Pour M. Émile Ollivier et pour lui seul on ne comptait pas avec le temps. C'est de lui que je tiens le récit d'une discussion qu'il eut ici même avec un illustre historien de la Révolution. « Ce fut, me disait-il, une controverse poussée à fond et qui ne remplit pas moins de trois séances. J'avais un adversaire des plus redoutables : pourtant je le réduisis au silence et finalement il ne trouva plus rien à dire : je

l'avais a-né-an-ti. » Je n'y étais pas... Mais j'étais à une autre séance où M. Émile Ollivier fut d'une éloquence merveilleuse, et j'ai pour m'en souvenir les raisons les plus personnelles. Il s'agissait d'un Essai sur Lamartine qui était soumis à notre examen, et je venais d'exposer en quelques mots un point de vue qui se trouva n'être pas celui de M. Ollivier. Il prit la parole. Ce furent d'abord, à voix presque basse, quelques phrases, les plus simples du monde, mais qui, dites par lui, se paraient d'une séduction à laquelle tout de suite on était gagné. Déjà le charme opérait et déjà nous étions suspendus à ses lèvres harmonieuses. Il disait ce qu'il savait de Lamartine pour l'avoir beaucoup connu et beaucoup aimé et que seul il pouvait savoir, il nous faisait entrer avec lui dans l'intimité de ce prodigieux génie, il l'exaltait, il le plaignait, il le défendait, et parfois il semblait plaider sa propre cause, et c'était une chaleur d'accent, une profusion d'images, une ampleur de périodes, un flot oratoire qui nous emportait dans sa vague puissante, et faisait passer en nous le frisson de la grande éloquence... Et peut-être, monsieur, vous demandez-vous ce que devenait, dans ce triomphe de M. Ollivier, votre vieux condisciple du lycée Condorcet. N'insistez pas ! Il était complètement anéanti.

Je n'ai pas vu M. Émile Ollivier dans ce domaine de la Moutte qui vous a inspiré des pages si émues. Il y passait tous ses hivers, et il paraît qu'il y de-

venait, dans les intervalles de son labeur d'historien, le parfait propriétaire rural, s'intéressant aux travaux de la terre et de la mer, causant avec les paysans et les pêcheurs, auxquels il donnait des conseils juridiques pour leurs affaires et qu'il interrogeait inlassablement sur le train de leur vie journalière. C'était sa manière à lui de causer avec tous, partout où il était, et toujours de ce qui les occupait. Comme à Paris il demandait au romancier des nouvelles de son prochain livre, à l'auteur dramatique une esquisse de sa pièce nouvelle, à la Moutte il causait vigne avec le vigneron, pêche avec le pêcheur, et, avec le fermier, veaux, vaches et couvée. Il était d'avis qu'il n'y a pas de sujets ennuyeux, et même, ce qui paraîtra plus hardi, qu'il n'y a pas de gens ennuyeux. Peut-être en effet l'ennui dont nous nous plaignons nous vient-il parfois moins des autres que de nous-mêmes : ne dit-on pas couramment qu'on *s'ennuie* ?

Chaque année, avec les premières brises du printemps, M. Émile Ollivier nous revenait. Alors, les après-midi du dimanche, nous allions lui rendre visite dans ce salon de la rue Desbordes-Valmore, dont il avait su faire un des coins les plus intéressants et les plus intelligents de Paris. Il y avait là des amis d'autrefois, survivants de l'époque disparue, et d'autres qui apportaient avec eux l'air du temps, et de jeunes gens venus pour s'instruire. Il y avait des littérateurs : Cherbuliez, Pailleron ; des avocats : M^e Rousse, M^e Carraby ; surtout des

historiens, des écrivains politiques : Henry Hous-
saye, Étienne Lamy, à qui il était uni par une
tendre affection, et le fidèle entre les fidèles, le
savant et l'excellent Ernest Daudet. Nulle étro-
tesse de parti, nul exclusivisme de petite chapelle,
une sévérité sans raideur qu'atténuait encore la
présence de femmes choisies entre les plus spiri-
tuelles. M. Émile Ollivier a toujours cultivé de
délicates amitiés de femmes : il aimait la sensibi-
lité féminine, et je sais avec quelle divination
il en saisissait les nuances les plus exquises et le
plus discrètement voilées. Aux dimanches de la
rue Desbordes-Valmore, la princesse Mathilde,
celle qu'on appelait la Princesse, tout simplement,
venait quelquefois, et, plus tard, la princesse Marie
de Grèce. On y rencontrait aussi des artistes, et je
songe à cet enchanteur qu'est Francis Planté. Il
se mettait au piano, jouait tout ce qu'on voulait,
improvisait au gré de sa fantaisie, et, sous ses
doigts agiles qui semblaient à peine effleurer les
touches, le piano chantait, pleurait, soupirait, et
ce n'était plus un virtuose qui exécutait, ce n'était
plus un instrument qui résonnait, c'était l'âme
elle-même de la musique qui prenait son vol et
imprégnait l'atmosphère de sa volupté immaté-
rielle. M. Émile Ollivier adorait la musique : il
la goûtait en connaisseur, et il lui devait aussi une
sorte d'excitation de tout son être qu'il a définie
dans son « Journal » en termes curieux : « La
musique, écrit-il, est le plus inspirateur des arts,

parce qu'il est le plus vague. La poésie, l'éloquence, donnent une impression déterminée, la peinture de même. La musique procure un ébranlement dont l'effet est de surexciter les forces propres de chaque être. M^{me} Sand, lorsqu'elle entend de la musique, voit devant elle des images ; moi, je m'élançai au dehors et je sens que je deviens éloquent. » Comme s'il avait eu besoin de le devenir, et comme s'il n'avait pas été, dans toutes les circonstances et à tous les instants, l'éloquence elle-même, avec ou sans musique !

Vous vous le rappelez, monsieur, tel qu'il était à ces réceptions intimes. En entrant dans la longue pièce aux meubles sombres et qu'ornaient seulement quelques portraits, on l'apercevait toujours assis, toujours dans le même coin du salon, le dos tourné à la fenêtre dans une sorte de faux jour qui déjà l'enveloppait d'ombre et le rendait lointain. Replié sur lui-même, les genoux croisés, les coudes appuyés aux bras du fauteuil, les mains, ses longues mains, abritant le visage du bout de leurs doigts réunis, il écoutait. Car il savait écouter ; il écoutait à ravir ; et le fait n'est peut-être pas unique, mais il est rare dans l'histoire des orateurs. Puis, le moment venu de répondre, cette figure couchée se redressait, le buste s'avancait, la tête émergeait de la pénombre, et on apercevait le profil net, la belle voûte du front, le nez fin de forme aquilina, le menton d'avocat romain, rasé, solide et spirituel. Les gestes

se multipliaient, la main souple et longue semblait manier les idées, les plier, les modeler. Il parlait. Il parlait de tous les sujets, en homme qui les connaissait tous. Son érudition était prodigieuse. Il parlait des arts en artiste comme il parlait du droit en juriste, ayant été l'un des juristes les plus consommés de son temps et à qui nul point du droit n'était étranger, que ce fût le droit civil ou le droit canon. Il possédait la procédure ecclésiastique mieux que le plus savant des clercs. Et lui, qui n'était pas suspect de cléricalisme, et qui a pris à cette place la défense de Voltaire contre Émile Faguet, il a eu la plus claire vision du rôle de l'Église dans les temps modernes et compris, en véritable homme d'État, la nécessité de lui laisser son indépendance, mais aussi de s'accorder avec cette grande force morale.

Aux mois les plus chauds de l'année, M. Émile Ollivier allait chercher un abri dans la montagne. Il aimait la grande montagne, comme il aimait la mer et tout ce qui est grand, comme il aimait Dante et Pascal. Il habitait un chalet au village de Saint-Gervais, simple chalet de pâtre et dont la rusticité réjouissait ses goûts d'ascète campagnard. On montait par un sentier de chèvre ; dans l'angle, un abreuvoir de pierre où coulait un mince filet d'eau qui ne se faisait ni jour ni nuit ; une maison de paysan, basse sous le toit qui l'écrasait, deux chambres et l'étable. On avait fait parqueter l'étable ; c'était la seule concession que

M. Émile Ollivier eût consentie aux exigences du confort. Pour cadre, les cimes des Alpes surplombant la vallée de l'Arve. M. Émile Ollivier ne manquait pas un jour d'aller respirer et méditer dans sa chère montagne. Il partait, appuyé sur un bâton ferré, l'autre main reposant sur un bras ami. Combien de fois, suivant du regard sa haute silhouette qui s'effaçait à l'horizon, j'ai songé au vieillard antique, victime lui aussi d'une fatalité inexorable, et qui s'en va par les routes obscures où la pieuse Antigone guide ses pas incertains, car ses yeux ne voient plus que la lumière intérieure !

Orateur condamné au silence, M. Émile Ollivier, dans cette dernière période de sa vie, n'accepta que bien rarement l'occasion de reparaitre en public. Il le fit cependant pour adresser aux jeunes gens les nobles conseils et les beaux mots d'espérance que vous avez cités. Ces paroles ont déjà vingt ans de date. Depuis lors, ce que M. Émile Ollivier avait tant souhaité, s'est réalisé : la France s'est réveillée, elle s'est relevée, plus vaillante et plus belle qu'elle ne l'a jamais été. Elle a traversé de dures épreuves et d'autres peut-être lui sont encore réservées ; elle les attend sans crainte, assurée d'en sortir grandie. Mais l'attente la plus résolue et la plus ferme assurance ce n'est pas encore assez, et la foi ce n'est pas assez, si ce n'est la foi qui agit. Et puisque, dans les temps que nous vivons, il n'est pas une

pensée qui ne doit tendre à la défense nationale et pas une heure que nous ayons le droit d'en détourner, laissez-moi, monsieur, en terminant, exprimer un souhait. Puisse cette séance qui a ramené dans le cadre d'une guerre nouvelle les souvenirs de la guerre ancienne, être pour tous une leçon ! Et puisque, à ces deux tournants de notre histoire, les mêmes mains ont fait couler des flots de sang français, puisse la France, enfin guérie de l'illusion et de la chimère et docile à l'évidence des faits, entendre clairement la voix de ses morts, de tous ses morts ! Tous, ceux de Buzenval et de Champigny comme ceux de l'Aisne et de la Marne, de l'Yser et de Verdun, ils lui ordonnent de mener la lutte, d'une seule âme et d'une seule volonté, jusqu'au moment où son ennemie d'hier et d'aujourd'hui, qui restera son éternelle ennemie, sera mise hors d'état de lui barrer la route vers les moissons de gloire que l'héroïsme de ses enfants fait lever pour elle.

UNIV. OF
CALIFORNIA

LE BAIL (Georges), député du Finistère. — **La Brigade des Jean Le Gouin**. Histoire documentaire et anecdotique des fusiliers-marins de Dixmude, d'après des documents originaux et les récits des combattants. Ouvrage accompagné de deux cartes et de neuf planches hors texte. 6^e éd. 1 vol. 3 50

LEBEDEV (V.). — **Souvenirs d'un volontaire russe dans l'Armée française (1914-1916)**. Traduits du russe avec l'autorisation de l'auteur, par P.-F. Trogan et I. de Wysewa. Préface de Pierre Mille. 1 vol. in-16. 3 50

LENOTRE (G.). — **La petite histoire. — Prussiens d'hier et de toujours**. 1^{re} série, 10^e édition. 1 vol. in-16. 3 50

— **La petite histoire. — Prussiens d'hier et de toujours**. 2^e série, 4^e édition. 1 vol. in-16. 3 50

LEVY (Eugène). — **La Révélation française**. Essai sur le génie de la France nouvelle. Préface d'Edouard Schuré. 1 vol. in-16. 2 50

LOTE (René). — **Les Leçons intellectuelles de la guerre**. 1 volume in-16. 3 50

MARKOVITCH (MARTIN). — **La Révolution russe vue par une Française**. 1 vol. in-16. 3 50

NORMAND (Gilles). — **La Guerre, le commerce français et les consommateurs**. Préface de Marc Réville, ancien Ministre, Président de la Commission des douanes. 6^e édition. 1 vol. in-16. 4 »

PIÉRARD (Louis). — **La Belgique sous les armes, sous la botte, en exil**. 1 vol. in-16. 3 50

PINGUET (J.), Lieutenant de vaisseau. — **Trois étapes de la Brigade des Marins**. La Merée, Gaud, Dixmude. 1 vol. in-16. 3 »

PRATT (AMBROISE). — **Boches des Iles. — Scènes et Tableaux de la guerre allemande dans l'Océan Pacifique**. Traduit de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur, par Teodor de Wysewa. 1 vol. in-16. 3 50

RENÉ (Henri). — **Lorette**. Une bataille de 12 mois. Octobre 1914-Octobre 1915. 3^e édition. 1 vol. in-16. 3 50

— **Jours de Gloire, Jours de Misère**. Histoire d'un bataillon, Alsace, Lorraine, Marne, Ypres, Artois, Verdun 1914-1916. 2^e édition. 1 vol. in-16. 3 50

RIVET (CHARLES), Correspondant du « Temps » en Russie. — **Le dernier Romanof. — Le tsar et sa cour. — Les influences occultes : Raspoutine. — Politique et politiciens d'hier. — La Révolution. — Les fautes françaises en Russie**. 45^e édit. 1 vol. in-16. 3 50

ROLLIN (Lieutenant Georges). — **Sous la Cuirasse**. Poésies. 1 vol. in-16. 3 50

ROOSEVELT (Théodore). — **Le Devoir de l'Amérique en face de la guerre**. 1 vol. in-16. 3 50

SOULANGE-BODIN (André), Ministre plénipotentiaire. — **L'Avant-guerre allemande en Europe. — En Orient. — Trois siècles de guerre commerciale entre Anglais et Allemands. — L'avant-guerre en Angleterre, en Italie, en Suisse, en Belgique, en Russie**. 1 vol. in-16. 3 50

TOULEMON (André). — **Mobilisés**. Scènes et récits de la guerre. 1 vol. in-16. 3 50

TYAN (FERDINAND). — **France et Liban**. Défense des intérêts français en Syrie. 2^e édition. 1 broch. in-16. 1 »

URBAN (HENRY). — **L'Effort de demain. — Les grands problèmes économiques. — Au lendemain de la guerre que faudra-t-il faire, que faudra-t-il éviter? Qu'en pensent les auteurs les plus autorisés qui se sont occupés de la question?** 1 vol. in-16. 3 50

VALROSE (PIERRE DE). — **Les drames de la guerre. — Le Droit à la vie**. Roman. 3^e édition. 1 vol. in-16. 3 50

— **Une âme d'amante pendant la guerre 1914**. 4^e éd. 1 vol. in-16. 3 50

VIGNES ROUGES (JEAN DES). **Bourru soldat de Vauquels**. 18^e édition (Ouvrage couronné par l'Académie Française). 1 vol. in-16. 3 50

— **L'Âme des chefs**. Récits de guerre et méditations. 7^e édition. 1 volume in-16. 3 50

VISMES (HENRIETTE DE). — **Histoire authentique et touchante de mairaines et des filleuls de guerre**. 1 vol. in-16. 3 50

BARBEY (FRÉDÉRIC). — **Félix Desportes et l'annexion de Genève**. La France (1794-1799); d'après des documents inédits. (Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques). 1 vol. in-8^e carré orné de 3 gravures hors textes et 2 plans. 7 50

HUVELIN (PAUL). — **Une guerre d'essai. — La deuxième guerre punique, avec une photogravure et trois cartes**. 1 vol. in-16. 2 50

PINGAUD (ALBERT). — **La Domination Française en Italie (1796-1806)**. Bonaparte, Président de la République Italienne. (Ouvrage couronné par l'Académie Française). 2 vol. in-8^e. 15 »

VALLÉRY-RADOT (ROBERT). — **Le Réveil de l'esprit**. 1^{re} édition. 1 vol. in-16. 3 50

WYZEWA (THEODOR DE). — **Le Cahier Rouge ou les deux conversions d'Alphonse Bricchet**. 2^e éd. 1 vol. in-16. 3 50

Ma
Syracu
PAT. JAN

Bergson, H. L. 388205
Séance de l'Académie fran-
çaise... Discours de réception
06B4

SEP 29 1939

Way

SEP 18 1939

DC 342

.8

388205

06B4

Bergson

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

**THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE
STAMPED BELOW**

AN INITIAL FINE OF 25 CENTS

WILL BE ASSESSED FOR FAILURE TO RETURN
THIS BOOK ON THE DATE DUE. THE PENALTY
WILL INCREASE TO 50 CENTS ON THE FOURTH
DAY AND TO \$1.00 ON THE SEVENTH DAY
OVERDUE.

SEP 28 1939

SEP 29 1939

